

L'édification de ce mémorial, dessiné par l'architecte Jacques Millet, est le fruit d'une réflexion menée depuis septembre 2008, par trente-huit associations du monde combattant. « Le projet a pu voir le jour grâce à la ténacité de personnes soucieuses de le voir aboutir. Il y a eu un gros travail de recherche pour retrouver les familles des victimes », explique Clarisse Chevalier, coordinatrice de mémoire au service communication de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre.

Mémoire des Hommes : deux nouvelles bases de données nominatives

Mise à jour : 29/02/2012 13:51

Mémoires des hommes inscrit sur son site, dans deux nouvelles bases de données, les noms des militaires décédés sur les théâtres d'opérations extérieurs depuis 1905.



Le site Internet ***Mémoires des hommes*** poursuit son hommage rendu aux militaires décédés au cours des XXe et XXIe siècles en intégrant deux nouvelles bases de données nominatives :

- Les militaires décédés sur les **théâtres d'opérations extérieurs entre 1905 et 1962**
- Les militaires décédés en **opérations extérieures depuis 1963** . Plus de 600 militaires français ont en effet trouvé la mort dans les

conflits de ces 40 dernières années, notamment au Liban, au Tchad, en ex-Yougoslavie et en Afghanistan.

Le site *Mémoires des hommes* propose au public l'accès à des **bases de données relatives aux militaires décédés** au cours des deux premiers conflits mondiaux ainsi que lors des guerres d'Indochine, de Corée et d'Algérie.

Droits : Armée de Terre 2012

noms des militaires décédés sur les TOE de 1905 à 1962 et OPEX à partir de 1963 .

Vendredi 24 février 2012

Inscription sur le site Internet *Mémoire des Hommes* des noms des militaires décédés sur les théâtres d'opérations extérieurs (TOE), de 1905 à 1962, et au cours des opérations extérieures (OPEX), à partir de 1963.

Le site www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr poursuit aujourd'hui son hommage rendu aux militaires décédés au cours des XX^e et XXI^e siècles en intégrant deux nouvelles bases de données nominatives.

La première concerne les soldats tués sur les théâtres d'opérations extérieurs entre 1905 et 1962.

La seconde base intéresse la 4^e génération du feu. Depuis 1963, des milliers de soldats sont déployés sur différentes opérations extérieures (OPEX) qui ont coûté la vie à plus de 600 militaires français. Les interventions les plus meurtrières pour les forces françaises sont celles menées, hier et aujourd'hui, au Liban, au Tchad, en ex-Yougoslavie et en Afghanistan.

L'évolution de la nature des engagements militaires de l'armée française depuis la fin de la guerre d'Algérie s'est traduite, avec la mutation du contexte politique international, par la multiplication des OPEX. La diversité de ces opérations, souvent conduites dans un cadre multinational, et la nature des missions effectuées, qui vont des actions humanitaires et de maintien de la paix jusqu'à la sécurisation des zones et la protection des populations, les distinguent des précédentes situations de guerre dans lesquelles la France était auparavant engagée.

Avec l'inscription des noms de ces soldats sur le site *Mémoire des Hommes*, la Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives du ministère de la Défense et des Anciens combattants répond à une volonté d'œuvrer pour la mémoire nationale.

Expert en stratégie, le professeur Hervé Coutau-Bégarie est décédé

24 février 2012 – 18:25

Figure incontestable de la pensée stratégique française, le professeur Hervé Coutau-Bégarie nous a quittés à l'âge de 55 ans, ce 24 février, nous apprend [le blog du magazine DSI](#).



Crédit photo : [Ecole de Guerre](#)

Diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux et l'Ecole Nationale d'Administration après avoir obtenu une licence d'histoire ainsi qu'une maîtrise en droit public, Hervé Coutau-Bégarie était également titulaire d'un doctorat d'Etat en science politique.

Il est difficile de résumer en quelques lignes [la richesse du parcours universitaire et professionnel](#) du professeur Coutau-Bégarie. Cela étant, l'on peut retenir qu'il fut maître de conférence à l'Ecole spéciale de Saint-Cyr pour les questions de stratégie maritime, conférencier à l'Ecole supérieure de guerre navale, l'Ecole supérieure de guerre interarmées et au Cours supérieur interarmées, chargé de séminaire à l'Université de Paris VIII (DEA de géopolitique : géopolitique de la mer), puis, plus récemment, directeur du cycle de stratégie à l'Ecole de Guerre.

Par ailleurs, Hervé Coutau-Bégarie était également le président de l'Institut de Stratégie et des Conflits – Commission Française d'Histoire Militaire (ISC-CFHM) dont dépend le site Stratisc.org, devenu au fil du temps une référence en matière de stratégie.

En outre, il co-dirigeait, avec le général Lucien Poirier, la collection Bibliothèque stratégique de la maison d'édition Economica.

"Nous ne savons pas quelle sera l'évolution du système stratégique du XXI^e siècle. La guerre au sein des populations, les conflits asymétriques n'ont pas nécessairement rendu caduque la possibilité de guerre de haute intensité dans lesquelles la technique restera un facteur central sinon déterminant. Mais il ne fait aucun doute que ces conflits asymétriques, ces crises régionales ou locales perdureront et même s'amplifieront pour des raisons démographiques, économiques ou idéologiques. Elles resteront, dans un avenir prévisible, le quotidien de nos armées, comme elles le sont depuis pratiquement une génération. Refuser d'en tirer les conséquences reviendrait à valider les thèses des néo-conservateurs américains sur une Europe en train de sortir de l'histoire."

In *Le meilleur des ambassadeurs* (théorie et pratique de la diplomatie navale), éditions Economica, 2010

Capitaine de frégate de réserve, chevalier de la Légion d'Honneur, de l'ordre du Mérite maritime et de l'ordre des Arts et Lettres, Hervé Coutau-Bégarie nous laisse une oeuvre impressionnante dans le domaine de la stratégie navale.

Le Parlement français vote un texte protégeant les "harkis"

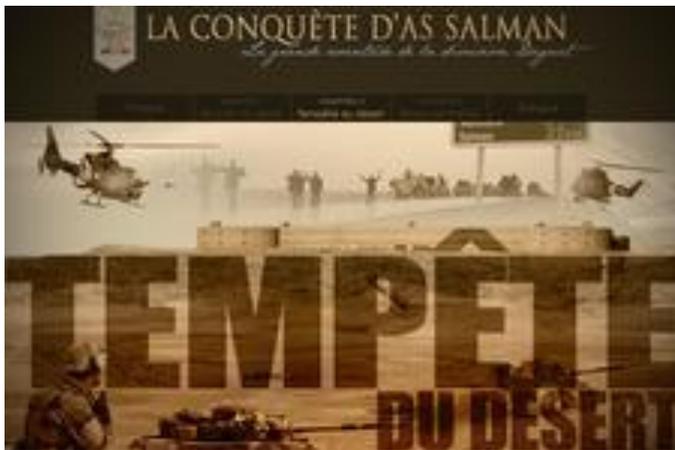
Mardi 28 février 2012

Le Parlement français a adopté définitivement lundi un texte pénalisant les injures et les diffamations publiques envers l'ensemble des anciens membres des formations supplétives de l'armée française, notamment les "harkis". Le Sénat a adopté en nouvelle lecture cette proposition de loi UMP telle que l'avait modifiée l'Assemblée le 20 février. Elle est donc définitivement adoptée par le Parlement. Tous les groupes, à l'Assemblée comme au Sénat, ont voté ce texte du sénateur UMP Raymond Couderc, à l'exception des élus du Front de gauche qui n'ont pas participé au scrutin.

Guerre du Golfe : le webdocumentaire de l'opération Daguet

Mise à jour : 01/03/2012 12:02

En 2011 pour commémorer les 20 ans de l'opération Daguet, l'amicale des anciens de la division Daguet sollicite l'ECPAD pour réaliser un documentaire. Découvrez maintenant le webdocumentaire de Frédéric Bouquet.



Mis en ligne le 24 février 2012, date anniversaire de la bataille d'As Salman, ce webdocumentaire rassemble plus de 5h30 d'entretiens et d'images d'archives inédites.

Grâce à la collaboration avec le général Derville, président de l'amicale des anciens de la division Daguet, la participation des autorités militaires à cette **œuvre audiovisuelle est impressionnante** : parmi les 27 témoins des officiers généraux (dont le général d'armée

Maurice Schmitt, ancien chef d'État-major des armées), plusieurs chefs de corps (dont le général d'armée Bernard Thorette, ancien chef d'État-major de l'armée de Terre), des acteurs des combats, des membres d'unités de déminage, d'unités de soutien, des représentants du service de santé des armées, et des non militaires comme Yves Pellicot, commandant du car-ferry Danielle Casanova, qui avait rapatrié les forces depuis l'Arabie Saoudite en fin d'opération...

Enfin, une interview exclusive du général Colin Powell, ancien chef d'État-major de l'armée américaine, démontre l'estime des responsables américains pour le rôle des Français dans cette opération.

Le réalisateur du **webdocumentaire « Opération Daguet »**, Frédéric Bouquet est aussi l'auteur des documentaires « Colbert, le dernier croiseur », « Jeanne d'Arc, porte-hélicoptères de légende », et « Kolwezi, la part de la Légion ».

Vous apprécierez la souplesse de navigation qui permet une approche historique, géographique ou thématique.

Le webdocumentaire « Opération Daguet », **un produit multimédia à découvrir d'urgence.**

[**>>> Lancer le webdocumentaire**](#)

Sources : ECPAD , Droits : Armée de Terre 2012

Afghanistan : le CEMAT à la rencontre des soldats français

Mise à jour : 01/03/2012 09:58

Le général d'armée Ract Madoux, chef d'état-major de l'armée de Terre (CEMAT), s'est rendu en Afghanistan les 25 et 26 février 2012. Il a visité les unités françaises déployées à Kaboul, en Kapisa et en Surobi.

Le général d'armée Ract Madoux a été accueilli dès son arrivée par le chef d'état-major de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS). Il a par la suite rendu hommage aux 82 soldats morts en Afghanistan par un dépôt de gerbe au pied du nouveau monument aux morts du camp de Warehouse. Le CEMAT a rappelé que le mandat des militaires français actuellement présent en Afghanistan était marqué par « des conditions d'exécution particulières et sensibles ». Il a souligné que « la mission majeure et prioritaire est le redéploiement et le regroupement de nos équipements vers la France ». Saluant le « travail considérable qui est accompli », il a rappelé que « la partie logistique est aussi importante que la partie tactique ».



Le lendemain, le CEMAT a rencontré les unités de la Task Force Lafayette (TFLF) sur la base opérationnelle avancée (FOB) de Nijrab. Il s'est ensuite rendu sur la FOB de Naghlu pour s'entretenir avec le général Nazar, commandant la 3^e brigade afghane, partenaire de la TFLF. Le général Ract Madoux a également pu voir, en action, le système d'arme FELIN, présenté sur la FOB de Surobi par le *battle group* Picardie. En discutant avec les fantassins, il a pu jauger de la véritable plus-value apportée par ce système sur le théâtre afghan. L'après-midi, le CEMAT est allé à la rencontre des chasseurs

du BG Tiger et des soldats du détachement *Operationnal Mentoring and Liaison Team* (OMLT).

Avant son départ, le CEMAT a participé à la *Fallen Heroes Ceremony* sur la base de Bagram, en hommage aux deux officiers américains assassinés à Kaboul le 25 février 2012.

Durant ces deux jours, sur chaque site, le général Ract Madoux a tenu à témoigner sa confiance et son soutien aux soldats engagés dans une mission particulièrement sensible et délicate.



Crédits photos : EMA / ADJ H.Laurent et G. de-Komarowski

Droits : Armée de Terre 2012

Homage : un engin du génie prend le nom du sergent Housseini Ali, mort au combat

Mise à jour : 02/03/2012 11:05

Le 19^e régiment du génie (19^e RG) de Besançon célèbre la mémoire du sergent Facrou Housseini Ali, tué dans l'accomplissement de sa mission en Afghanistan : un engin blindé du génie (EBG) portera maintenant son nom.



Les sapeurs du 19^e régiment du génie ont baptisé un EBG valorisé du nom du **sergent Facrou Housseini Ali**. Engagé au 19^e RG en 2001, il était un **pilote très expérimenté** d'EBG. Il affectionnait particulièrement cet engin, figurant également sur l'insigne de la 1^{re} compagnie de combat du génie où il servait.

C'est la mère du sergent, madame Youssouf, entourée de sa famille et de l'ensemble des sapeurs d'Afrique, qui a dévoilé l'inscription sur le blindé, le 14 février 2012.

Plus qu'un hommage, ce geste témoigne de la volonté d'honorer le souvenir du sergent Housseini Ali de manière palpable, et d'amener ses camarades et les futures générations de sapeurs qui utiliseront l'engin à réfléchir au **sens de leur engagement**.

Droits : Armée de Terre 2012

Le mercato des amiraux (actualisé)



Plusieurs postes importants d'amiraux vont changer de titulaire dans les prochains mois.

L'amiral **Jacques Launay**, inspecteur général des armées -Marine quittera ses fonctions et sera remplacé par l'amiral **Benoit Chomel de Jarnieu**, l'ex-major général de la Marine.

Pour la première fois, une femme, la (future) amirale **Anne Cullerre** devrait être nommée à la tête d'un grand commandement naval, en l'occurrence celui du Pacifique (Alpaci).

Après deux ans passés à Lorient, l'amiral **Christophe Prazuck** quittera les fusiliers et les commandos (Alfusco) où il sera remplacé par le capitaine de vaisseau **Olivier Coupry** - qui aura ses étoiles sans doute l'année suivante. L'amiral Prazuck reviendrait à Paris, comme directeur du personnel militaire de la Marine (DPMM), poste auquel il succèdera à l'amiral **Olivier Lajous** - qui quittera le service actif, pour prendre, selon toute vraisemblance, la présidence de la Société nationale de sauvetage en mer (SNSM), un poste bénévole.

L'amiral **Charles-Edouard de Coriolis**, actuellement à Londres, pourrait être nommé Alfofost, c'est-à-dire commandant des sous-marins.

Enfin, l'amiral **Marin Gillier** devrait terminer son temps d'Alindien et, sans doute, revenir à Paris comme directeur de la coopération de sécurité et de défense au Ministère des affaires étrangères.

Prise de commandement de l'Émeraude

Mise à jour : 27/02/2012 14:44

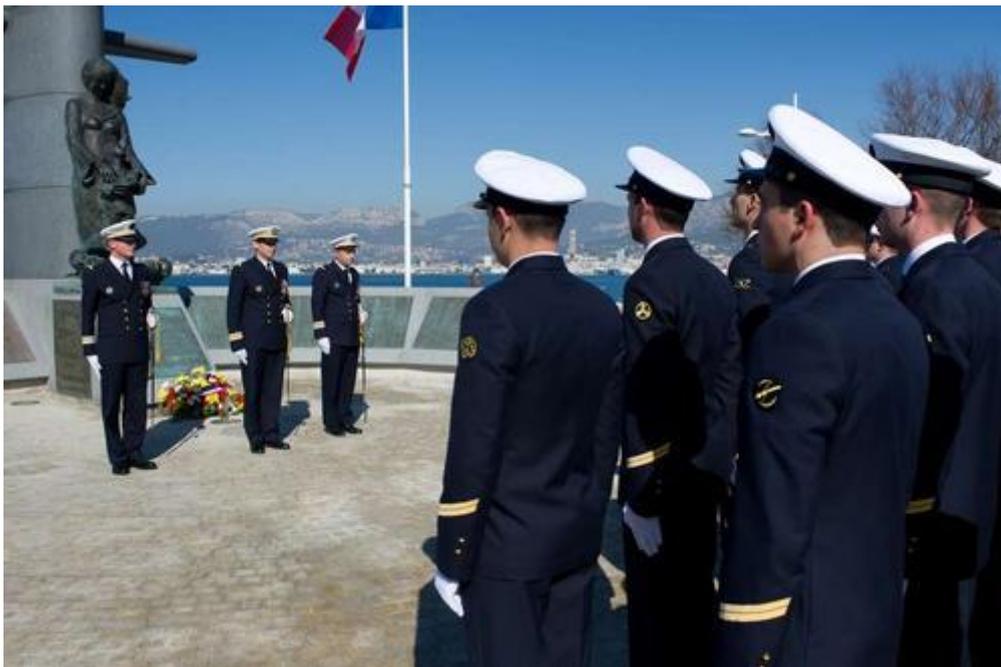


Le 24 février 2012, le capitaine de vaisseau Daniel Faujour, commandant de l'Escadrille des Sous-marins Nucléaires d'Attaque a fait reconnaître le capitaine de frégate Benoît Frankowski comme nouveau commandant du Sous-marin Nucléaire d'Attaque (SNA) Émeraude équipage bleu. Le capitaine de frégate Olivier Regnault, commandant quittant, a procédé auparavant à une remise de décorations.

Redoutables chasseurs de sous-marins, les SNA sont indispensables à la sûreté et au soutien de la FOST comme à la protection d'une force aéronavale à la mer (exemple : opérations Trident ou Héraclès). Ils concourent aussi à une « dissuasion conventionnelle ». Ils peuvent rallier rapidement un théâtre d'opérations, y rester longtemps, discrètement ou si nécessaire plus ostensiblement, y recueillir du renseignement, participer à des opérations spéciales et s'il le faut mettre en œuvre leurs armes torpilles, missiles antinavires.

Plus encore que le SNA actuels, les six SNA futurs de type Barracuda, dont le premier sera livré en 2017, auront une vocation stratégique.

À la fois navires de combat et instruments de puissance, ils bénéficient grâce à l'emport du missile de croisière naval d'une capacité de frappe contre la terre dans la profondeur et des moyens accrus de mise en œuvre de forces spéciales.



Les Chasseurs réunis vont défilé dans Paris



Une section du 7e BCA en patrouille dans les karèzes, en entrée de vallée d'Alasay (photo : Jean-Marc Tanguy).

C'est le compte Facebook de soutien au 27e BCA qui l'annonce : quatre compagnies représentant autant de bataillons de chasseurs de l'armée de terre apparaîtront en tête du défilé militaire du 14 juillet, à Paris. Cette information est confirmée, par ailleurs, de façon non officielle. "Du jamais vu depuis 63 ans" proclame le compte Facebook.

Dans cette hypothèse, les trois bataillons de la **27e BIM** défileraient, ainsi que le **16e Chasseurs**. A cette époque, les personnels du **27e BCA** (1) auront terminé leur mandat afghan (dès le printemps) et aborderont leur remise en conditions. On ignore si ce sera une compagnie organique ou une compagnie de marche formée des compagnies afghanes, qui défilera. Une partie de **13e BCA** sera quant à elle avec son chef de corps, en mission au Tchad. Ce dernier devait de toute façon repasser en France pour transmettre son commandement à son successeur.

(1) le 27e BCA restera le seul bataillon de la BIM à avoir effectué deux mandats en Kapisa, [puisque comme ce blog l'a rappelé le 9 février](#), le **CFT** a décidé de switcher la BIM des mandats d'hiver, pour permettre à d'autres régiments de passer en Afghanistan.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [3/02/2012 02:01:00 PM](#)

Remise des képis aux jeunes engagés du 501e RCC

Mise à jour : 01/03/2012 10:11

Pour la première fois aux Invalides à Paris, les jeunes engagés du 501^e régiment de chars de combat (501^e RCC) de Mourmelon reçoivent leurs képis lors d'une cérémonie.

Le colonel Georges Reichert, chef de corps du [501^e RCC](#), accompagné de M. Raphaël et de M. Dannacker, anciens du régiment, a remis personnellement les képis aux trois premiers de cette nouvelle promotion le 24 février 2012.

Cette prise d'armes clôture la fin de la formation de ces jeunes engagés au centre de formation initiale des militaires du rang (CFIM) de Valdahon. La cour d'honneur des Invalides n'a pas été choisie au hasard, c'est en effet un lieu symbolique très fort pour chaque militaire.



La seconde partie de la cérémonie se poursuit sous l'Arc de Triomphe en présence du général Bruno Cuche, ancien chef de corps du 501^e RCC et ancien chef d'État-major de l'armée de Terre. Les jeunes participent au ravivage de la flamme et rendent hommage au Soldat inconnu.

Cette journée émouvante restera gravée dans la mémoire de ces nouveaux soldats. Le chasseur Mathieu de Griffolet d'Aurimont, qui a obtenu les meilleurs résultats, explique que c'était pour lui un honneur d'être présent à cette cérémonie et

que cela montre l'implication du régiment pour ses nouveaux engagés. Les 30 chasseurs vont maintenant rejoindre leurs escadrons respectifs et débiter leur carrière militaire.

Droits : armée de Terre 2012

LIBRE OPINION : Tout le monde réarme, sauf les Européens

ASAF, Samedi, 25 Février 2012 17:33

par Alain FRACHON , « Enjeux avec Le monde » , le 24 février 2012

La Russie réarme, à grande vitesse.

La Chine pourrait doubler son budget de la défense d'ici à 2015.

Les Etats-Unis entendent rester la première puissance militaire mondiale.

Un seul continent désarme, comme s'il avait chassé la guerre de son horizon : l'Europe. Est-ce que c'est important ?

Commençons par l'actualité la plus récente, celle des propos fracassants tenus par Vladimir Poutine au début de la semaine.

A quelques jours de l'élection présidentielle du 4 mars, qu'il n'imagine pas perdre, M. Poutine a annoncé le plus gigantesque programme militaire russe depuis la fin de la guerre froide.

L'une de ses priorités sera de moderniser et de transformer de fond en comble l'appareil militaire du pays, écrit-il dans le quotidien Rossiyskaya Gazeta.

L'ennemi principal est désigné : l'Ouest. La plus grande menace qui pèse sur la Russie, celle qui peut rendre obsolète son arsenal de missiles, est le bouclier antimissile américain, poursuit le premier ministre. Ce système de défense antimissile, auquel Washington a proposé à Moscou de participer, est censé protéger l'Europe.

Vladimir Poutine ne l'entend pas ainsi. "Nous devons contrer les efforts des Etats-Unis et de l'OTAN en matière de défense antimissile", assure-t-il. Pas question d'accepter l'offre de collaboration des Etats-Unis : "On ne saurait être trop patriotique dans cette affaire", dit l'ancien président ; la réponse de la Russie sera "de tenir en échec le projet américain, y compris sa composante européenne".

Dans les dix années à venir, M. Poutine prévoit de passer pour 772 milliards de dollars (583 milliards d'euros) de commandes militaires. La liste des courses est éclectique : 400 nouveaux missiles balistiques intercontinentaux ; 2 300 blindés de la dernière génération ; 600 avions de combat ; 8 sous-marins porteurs de missiles nucléaires et 50 bâtiments de surface - sans compter une palanquée de matériels plus légers.

A l'arrivée, en 2022, le poste défense dans les finances publiques russes représentera de 5 % à 6 % du produit intérieur brut (PIB) du pays. La plupart des experts s'accordent sur trois points.

L'état de l'armée russe actuelle n'est pas brillant et justifie une politique de modernisation. Mais le

programme de M. Poutine n'en est pas moins marqué par quelque chose qui relève de la paranoïa.

Enfin, il est à peu près sûr que l'industrie de défense russe est incapable de fournir ce que lui demande le candidat.

Le deuxième effort militaire le plus notable sur la planète est celui de la Chine.

D'ici à 2015, son budget militaire aura doublé, estiment cette semaine les spécialistes de la revue Jane's Defence. Il devrait alors atteindre 238 milliards de dollars (180 milliards d'euros).

Cela fait plus de vingt ans que son taux de progression est à deux chiffres.

Jane's Defence juge que le total des dépenses militaires chinoises se montera à 120 milliards de dollars en 2012, soit plus que le budget militaire combiné des huit premiers membres de l'OTAN, à l'exception des Etats-Unis.

Méfiant et très préoccupé, les Japonais assurent que les Chinois ne donnent pas les vrais chiffres de leurs dépenses militaires. Jane's Defence considère qu'elles ne sont pas disproportionnées : elles représenteraient 2 % du PIB de la deuxième économie mondiale. Qui est l'ennemi ? Cette fois encore, les Etats-Unis.

Mais les analystes de la politique de défense chinoise disent que Pékin n'a aucunement l'intention d'égaliser la puissance militaire américaine. Le premier objectif stratégique des Chinois est de protéger leur environnement maritime, ces 1 800 kilomètres de côtes qui s'étirent de la mer Jaune au nord à la mer de Chine méridionale. Voies d'eau essentielles qui acheminent une énorme partie de l'approvisionnement énergétique et alimentaire du pays.

La Chine considère que cette zone maritime relève de sa tutelle. C'est là, et pas ailleurs, qu'elle entend afficher sa prépondérance. Les armes qu'elle développe - missiles anti-porte-avions, porte-avions, bombardiers furtifs - n'ont qu'un objectif : chasser les Etats-Unis du Pacifique occidental.

Les Américains ne vont pas se laisser faire. Au contraire.

Ils veulent rester une puissance militaire écrasante - plus de 40 % de l'effort militaire mondial à eux seuls. Avec plus de 700 milliards de dollars, leur budget de défense 2011 est à peine inférieur à ce que M. Poutine veut dépenser d'ici à 2022.

L'Amérique sort de dix ans de guerre, en Irak et en Afghanistan, avec des résultats mitigés. Lancés par George W. Bush, qui a simultanément diminué les impôts, ces deux conflits ont fait exploser la dette américaine.

Pour des raisons financières et stratégiques, Barack Obama veut dégager les Etats-Unis de ces engagements prolongés à l'étranger. Il a commencé à réduire le budget de la défense, un peu.

L'objectif affiché est de passer en dix ans d'un volume de quelque 700 milliards de dollars annuels à un peu moins de 500. Ce qui devrait assurer aux Etats-Unis une domination militaire incontestée jusqu'au beau milieu du siècle...

Mais M. Obama réoriente aussi les priorités stratégiques du pays. Il veut contrer le projet chinois : l'Amérique restera, dit-il, une puissance militaire du Pacifique. Elle y renforce ses alliances et en noue de nouvelles. Aucune coupe dans le budget de la défense ne concernera cette région.

Le réalignement américain se fait aux dépens de l'Europe. Il n'y restera bientôt plus que 30 000 soldats américains, contre 100 000 encore à la fin de la guerre froide.

L'Europe choisit ce moment précis pour désarmer. Massivement.

Elle ne s'estime pas concernée par la course aux armements alentour. Ni par le retrait américain du Vieux Continent ou par les années de turbulences qui s'annoncent au Proche-Orient.

A l'exception de la France et de la Grande-Bretagne, tous les pays européens taillent dans leur défense.

Ils avancent qu'ils modernisent et rationalisent leurs armées.

Mais l'argument cache mal la réalité : les Européens désarment. Renonceraient-ils à être l'un des acteurs du siècle ?

Pour ratifier le « pacte budgétaire », la France va ramer

fév 28, 2012 , Nicolas Gros-Verheyde / [Analyse](#), [Europe - pouvoir - Traités](#) /

(BRUXELLES2) C'est un sujet plutôt tabou dans les allées européennes. Et quand on pose la question à un diplomate français, la réponse devient soudain beaucoup évasive. D'habitude peu avare de nous conter les finesses ou difficultés constitutionnelles de tel ou tel pays (le Danemark, la Finlande...), un interlocuteur peut soudain se murer dans un prudent silence ou s'en tirer par une pirouette humoristique quand viennent deux questions : comment et quand la France va ratifier le traité européen – dénommé « Pacte budgétaire » dont la signature est prévue au sommet européen des 1er et 2 mars – ? La seule réponse sûre est : pas avant l'été et le résultat des deux élections (présidentielle et législative). Sur le reste, c'est plus flou.

En grattant un peu, on comprend les raisons de cette soudaine timidité. Car la position française aujourd'hui est très, très fragile. Le nouveau texte européen pourrait bien ne pas trouver la voie de la ratification dans l'hexagone. Et la France pourrait même être un des premiers pays – avec l'Irlande – à buter sur l'étape « ratification ». Une difficulté qui ne dépend d'ailleurs pas seulement du résultat des élections en cours – comme semble l'affirmer le Président de la République – mais découle tout simplement des rapports de force politiques existants. Explications...

Une situation de quasi-cohabitation

La Gauche (socialistes, communistes, écologistes) est opposée à l'inscription d'une « règle d'or » – budget en équilibre, déficit annuel inférieur à 0,5% du PIB ou de 1% si la dette est inférieure à 60 % – dans la Constitution, comme le prévoit le « Pacte budgétaire », et désire la renégociation de ce Traité. Elle détient une majorité, relative, au Sénat – la chambre haute française. Et cette chambre n'est pas sujet à renouvellement lors des prochaines élections. Il y a de fait une période de quasi-cohabitation qui oblige à certains compromis si les lois veulent être adoptées. Si la gauche maintient sa position de ne pas approuver ce Pacte budgétaire, le gouvernement futur risque ainsi ne pas être en état d'honorer la signature du « Pacte budgétaire » par le gouvernement actuel, sauf à convaincre une nette minorité des « réfractaires ». D'autres alternatives auraient pu être envisagées. Mais elles semblent – en l'état – difficiles à mettre en pratique, selon les informations recueillies.

1ère alternative – Ne pas modifier la Constitution

Le Pacte budgétaire prévoit la transcription de la règle d'or dans la Constitution ou dans une disposition à valeur « identique ». Une disposition qui vise surtout les pays à tradition

constitutionnelle non écrite ou disposant d'une organisation constitutionnelle complexe (imposant le référendum pour la modification de la Constitution). Elle ne s'applique pas, a priori, à la France qui a une tradition constitutionnaliste écrite assez poussée. Une hypothèse a bien été examinée par les autorités françaises : transcrire cette règle non pas dans la Constitution mais dans une loi organique. « *Cette hypothèse a été étudiée de façon détaillée. Mais elle est tombée* » a précisé un haut responsable français devant quelques journalistes, récemment. Trop imprécise.

2e alternative – Modifier la Constitution après la ratification

Une autre hypothèse pourrait de ratifier le Traité et de modifier la Constitution ensuite. Le texte du Traité laisse d'ailleurs un délai d'un an pour transposer cette règle. Or, en France, la ratification d'un Traité qui implique la modification de la Constitution doit d'abord se faire par la modification de ce texte avant que la ratification puisse jouer. Cette disposition m'a été confirmée par un diplomate français, apparemment bien informé 😊.

3e alternative – Modifier la Constitution par référendum

Cette solution est tout à fait possible, bien que le président actuel, Nicolas Sarkozy, l'ait rejetée. Mais les promesses avant les élections... n'engagent pas automatiquement les suivants. Et de toute façon, pour qu'il y ait référendum – « *le projet ou la proposition de révision doit être (...) voté par les deux assemblées en termes identiques* », selon l'article 89 de la Constitution. On se heurte donc, là aussi, à l'obstacle de la majorité sénatoriale, avec un risque supplémentaire : que la population rejette le traité (risque très réel. Il y a peu de responsable politique qui souhaite tenter à nouveau l'aventure de 2005.

La dernière possibilité – Modifier la Constitution par la réunion du Congrès

La seule solution restante est donc la modification de la Constitution par le Congrès (réunion de l'Assemblée nationale et du Sénat). Il faut, pour cela, une majorité de 3/5e des congressistes « présents ». Les abstentions et les absences ne sont donc pas décomptées. Mais là encore le projet/proposition de révision doit être voté « *par les deux assemblées en termes identiques* ». Et là encore, il faut compter avec la majorité sénatoriale. En l'état des forces, selon un rapide comptage – à supposer que chaque groupe ait une discipline de vote stricte – il manque entre une trentaine et une quarantaine de votes pour que le Traité passe.

Reste à savoir si, après les élections, cet équilibre demeurera. Ce que semble certain, c'est que quels que soient les résultats, la large avance dont dispose l'UMP à l'Assemblée nationale (majorité absolue et plus de 100 sièges d'avance sur le groupe suivant) sera difficilement reproductible. La clé de la ratification, ce sont donc les Socialistes qui l'ont. Vont-ils maintenir leur

position de refus du « pacte budgétaire » ? Ou changeront-ils d'avis, soit parce qu'ils arrivent en situation de responsabilité gouvernementale, soit parce qu'ils doivent digérer la défaite. C'est apparemment le pari fait par la majorité actuelle regroupée autour de Nicolas Sarkozy. Mais rien n'est moins sûr. Et les différentes « pressions » venues de la Commission européenne sur les différents Etats membres n'influent pas à un changement de position. En tout cas, le pari est risqué. A double titre...

Un risque certain

Comme l'explique ce haut responsable français rencontré à Bruxelles avec quelques journalistes, si nous ne ratifions pas ce traité, « *la France sera discréditée, sa signature sera désavouée, l'Europe sera déstabilisée.* » Et de préciser : « *L'accalmie que nous voyons aujourd'hui ne vient pas par hasard, elle est la résultante du mécanisme européen de stabilité, de la règle d'or. Ce sera un message très négatif envoyé à la construction européenne et aux marchés financiers qui pourront reprendre leur jeu spéculatif* ».

Raison gardons ! La signature de la France a une valeur très relative ; elle n'empêchera pas le nouveau Traité d'entrer en vigueur. Ses signataires ont en effet (sagement) prévu l'hypothèse de non ratification dans un ou plusieurs pays. Le nouveau traité est prévu pour entrer en vigueur à la 12e signature d'un des 17 pays membres de la Zone Euro. Simplement le traité ne sera pas applicable en France. Ce qui réduit ainsi singulièrement le risque mais aussi l'intérêt d'un tel texte. Il y a une certaine chance que quelques Etats membres, voyant la situation française, ne s'empressent pas non plus de ratifier le texte. On risque ainsi un ralentissement généralisé de la ratification...

NB : Ne pas ratifier le « Pacte budgétaire » est donc une sérieuse prise de risque certainement. Mais signer sans avoir la capacité de pouvoir ratifier l'est tout autant. Il aurait été assez logique que les différents partis majoritaires s'entendent sur une position de « négociation » plutôt que de laisser aller ainsi une situation au « forceps ». Cette attitude, logique dans nombre de pays habitués à la négociation gouvernementale, ne paraît tout simplement pas évidente en France.

• *Article 89 Constitution : Le projet ou la proposition de révision doit être (...) voté par les deux assemblées en termes identiques. La révision est définitive après avoir été approuvée par référendum. Toutefois, le projet de révision n'est pas présenté au référendum lorsque le Président de la République décide de le soumettre au Parlement convoqué en Congrès ; dans ce cas, le projet de révision n'est approuvé que s'il réunit la majorité des trois cinquièmes des suffrages exprimés. Le bureau du Congrès est celui de l'Assemblée Nationale*

Bilan d'activités 2011 de la DGA

Mise à jour : 28/02/2012 16:24 - Auteur : DGA

Laurent Collet-Billon, délégué général pour l'armement, a présenté à la presse, le 22 février 2012 à Paris, le bilan d'activités 2011 de la direction générale de l'armement (DGA).



Le délégué général pour l'armement a indiqué que le ministère de la défense et des anciens combattants, à travers l'activité de la DGA en 2011, a investi 10,7 milliards d'euros dans l'industrie au titre des programmes d'armement et de la recherche.

Concernant les programmes d'armement, Laurent Collet-Billon voit dans le retour d'expérience de l'opération Harmattan (Libye) la confirmation de la qualité des équipements produits par l'industrie française (avion Rafale, hélicoptère Tigre, bâtiment de projection et de commandement BPC, armements) et la pertinence des choix capacitaires effectués conjointement par la DGA et les forces armées au cours des 20 dernières années.

L'effort de renouvellement des forces s'est poursuivi en 2011 avec notamment, dans le domaine de la dissuasion la suite des livraisons de missiles M51 et ASMPA, dans le domaine conventionnel les livraisons des hélicoptères

NH90 et Tigre, des équipements de fantassin Félin, des véhicules blindés de combat VBCI, des avions Rafale ainsi que des missiles Aster, Exocet MM40 et MICA. Enfin la capacité de renseignement est renforcée par la rénovation d'un Transall Gabriel et 5 nouvelles nacelles de reconnaissance Reco NG.

Le faible volume d'opérations conduites en « urgence opération » pour répondre à des besoins opérationnels imprévus, tant en nombre qu'en montant (seulement 20 millions d'euros en 2011, contre 170 en 2010 et 250 en 2009) est une autre preuve de la robustesse de l'approche capacitaire du ministère et de la flexibilité des matériels déployés pour s'adapter à des théâtres d'opérations variés et très éprouvants.

A propos des investissements dans la recherche, qui se sont élevés en 2011 à 724 millions d'euros de crédits de paiement, le délégué général pour l'armement rappelle qu'ils conditionnent l'avenir du système de défense français et de l'industrie d'armement. Il a souligné l'effort du ministère en faveur des PME et ETI à travers le dispositif Rapid (régime d'appui aux PME pour l'innovation duale), doté d'un budget passé à 40 millions d'euros, soit plus de 30% de hausse en un an.

En matière de coopération, Laurent Collet-Billon souligne l'avancement positif du bilatéral franco-britannique qui a enregistré des progrès importants sur tous les sujets de la feuille de route : mise en place d'équipes de programmes conjointes, R&T, répartition de centres d'excellence dans le cadre du projet « one complex weapons », programmes missiles, drones, guerre des mines. Les contacts se sont poursuivis avec les autres partenaires, en particulier l'Allemagne et l'Italie.

En conclusion, le délégué général pour l'armement réaffirme le rôle clé de la DGA en matière d'investissement.

Elections 2012 : Passe d'armes au sujet de l'Otan

1 mars 2012 – 14:17

La mesure proposée par le candidat socialiste à la prochaine élection présidentielle, François Hollande, lors de l'émission « [Parole de candidat](#) » diffusée par TF1 le 27 février, d'imposer les revenus annuels supérieurs à 1 millions d'euro à hauteur de 75% a fait beaucoup de bruit. Certainement plus que ses déclarations au sujet de la réintégration de la France au sein du commandement militaire intégré de l'Otan.

Ainsi, conformément à son programme publié en janvier et bien qu'il fut hostile à cette réintégration au point de défendre une motion de censure à l'Assemblée nationale, François Hollande a répété qu'il ne serait pas question, dans le cas où il serait élu, de « sortir » des structures militaires de l'Alliance atlantique.

« C'était une mauvaise décision de rentrer dans le commandement militaire de l'Otan. Nous sommes membres de l'Otan » a affirmé le député corrézien. « Mais nous n'étions pas jusque-là (...) partie prenante de l'état major » a-t-il admis. « Il ne s'agit pas de dire que nous allons sortir, j'ai un respect de nos alliés, mais nous aurons à reposer des conditions, à la fois de respect de notre indépendance et de participation à des décisions » a-t-il expliqué.

Cette position, François Hollande l'avait déjà développée quelques jours plus tôt, devant la presse étrangère. Et elle n'a convaincu l'auteur du blog « [Global Spin](#) », du magazine américain Time, lequel [a estimé](#) qu'il « est difficile de savoir exactement ce que cela veut dire ».

Quoi qu'il en soit, les propos tenus par le candidat socialiste au sujet du retour de la France dans le commandement militaire intégré de l'Otan a fait réagir Gérard Longuet, le ministre de la Défense.

« Le 8 avril 2008, en soutenant une motion de censure du PS à l'Assemblée nationale, François Hollande considérait comme fâcheuse la décision de revenir dans le commandement militaire de l'Otan » a rappelé le ministre dans un communiqué. Et selon lui, l'élu corrézien « se trompe à nouveau en 2012 ».

« La France, au sein de l'Otan, est désormais comprise et reconnue pour ce qu'elle est, à savoir la deuxième puissance militaire, forte d'une dissuasion qui reste autonome, respectée par sa capacité d'intervention » a affirmé Gérard Longuet, en évoquant les opérations en Libye et en Afghanistan.

« Désormais, la France exerce un leadership en Europe. François Hollande veut détruire cela. Ce serait un immense gâchis en terme de confiance européenne construite autour de nos forces et de notre diplomatie », a estimé le ministre de la Défense, qui a ajouté que la France doit « tenir le cap que lui fixe son statut confirmé de membre permanent du Conseil de sécurité » de l'ONU ».

Le fait est que, par rapport aux autres Etats membres de l'Alliance atlantique, la France a obtenu l'un des deux commandements interalliés de cette organisation, avec [l'Allied Command Transformation](#) (ACT), qui, chargé des questions doctrinales, est dirigé par le général Stéphane Abrial, l'ancien chef d'état-major de l'armée de l'Air (CEMAA). Auparavant, ce poste revenait à un officier américain.

« Au même titre que tous mes camarades dans la structure, qu'ils soient civils ou militaires, j'apporte ma propre culture, ma propre expérience, ma propre vision des choses, qui reflète

forcément ma culture française » a expliqué le général Abrial, lors du séminaire annuel sur la réforme de l'Otan, organisé à Washington les 28 et 29 février. Et avoir réintégré les structures militaires fait que l'on est « mieux écouté et plus efficace quand on est membre du club et que l'on participe depuis les premières phases à toutes les prises de décision », a-t-il poursuivi.

Pour le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen, le retour de Paris dans le commandement militaire intégré est « totalement positif ». Et de prendre l'exemple de l'opération Unified Protector en Libye afin d'illustrer son propos.

« Comme vous le savez, cela a commencé par une coalition de pays volontaires. Mais c'est très rapidement devenu une opération de l'Otan et une opération très réussie » a fait valoir l'ancien Premier ministre danois. « Et l'une des raisons pour lesquelles c'est devenu une opération de l'Otan, c'est justement parce que la France avait réintégré nos structures » a-t-il expliqué.

Liban : des réductions de printemps

La France va réduire son dispositif au Liban d'au moins 400 postes, sur les 1.300 actuels, à l'occasion de la relève qui interviendra d'ici l'été. L'**EMA** se garde bien de communiquer sur ce sujet éminemment sensible, puisque c'est la France qui a impulsé une revue stratégique du dispositif global dans le pays, et que c'est l'**ONU** qui est à la manoeuvre.

Les augures de New-York devaient rendre leur verdict en janvier, comme ce blog vous en avait parlé, mais le processus a bien glissé, et on ne s'attend pas à des communications officielles avant le début du mois de mars (la fin février étant proche...)

Derrière les silences, la réalité est là : les troupes doivent se préparer à un déploiement, sur un théâtre qui est jugé à peine moins sensible que l'Afghanistan. Les attaques récurrentes contre les soldats français sont là pour le rappeler.

Le parcours normé par le **CFT** comprend une mise en conditions opérationnelles (MCO) passant par Mailly.

Et les volumes qui passent sont plus légers que prévu. On ignore encore précisément sur quoi (qui) se feront les économies, mais sans doute sur l'infanterie (fournie par le **RMT**), le génie (**13e RG**) et les insérés à l'état-major de la FINUL.

Le mouvement de réduction est inéluctable : le général **Georgelin** avait été le premier à enclencher le mouvement, en retirant les navires français du dispositif en mer, le jugeant inutile. Son successeur avait estimé quant à lui que la FINUL II était allé au bout de sa logique militaire.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [2/27/2012 11:39:00 AM](#)

En Libye, Gérard Longuet tente de tirer les dividendes de la guerre

Le Point.fr - Publié le 01/03/2012 à 15:33

La France ne renonce pas à vendre des armes à la Libye. Mais le nouveau régime libyen est-il en état de passer commande ?



Le ministre de la Défense Gérard Longuet, son homologue libyen Osama Juili et deux pilotes posent devant un Mirage le 24 février à Tripoli. © Mahmud Turkia / AFP

Le ministre de la Défense [Gérard Longuet](#) n'a pas annoncé de grande nouvelle après sa visite en Libye, le week-end dernier, mais il est clair que la France entend bien percevoir dans ce pays quelques dividendes de la guerre qu'elle y a conduite de mars à octobre 2011 pour évincer le colonel Muammar Kadhafi. Parmi les centaines d'industriels du monde entier qui s'agitent pour passer des contrats avec le Conseil national de transition, les Français ne sont pas en reste. Mais bien des étapes sont encore à franchir vers la normalisation, ne serait-ce que l'élection de l'assemblée constituante, actuellement prévue pour juin 2012. Tous les industriels attendent que les choses bougent, dans les travaux publics, la dépollution, les transports ou les industries des hydrocarbures. Et les ventes d'armes.

Le ministre de la Défense Gérard Longuet s'est rendu en Libye justement pour traiter ce sujet. Mais ce ne sera pas plus simple qu'avec le régime précédent. Le ministre a d'ailleurs déclaré à Tripoli, sans se mouiller : "La coopération entre la Libye et la France est un projet de très longue durée. La position de la Libye, trait d'union entre l'[Afrique](#) et la Méditerranée, en fait un territoire exposé. Il est de l'intérêt de tous que le trafic des hommes, des armes ou de la drogue soit neutralisé." On n'est pas plus prudent !

Corrupteurs et corrompus

De l'avis de plusieurs experts des ventes d'armes à ce pays, que nous avons pu consulter, certains Libyens aujourd'hui au pouvoir brûlent d'établir avec les industriels étrangers les liens de corruption qui prévalaient avant la chute de Kadhafi. Du côté des vendeurs, les industriels et les États sont les mêmes, tandis que nombre d'intermédiaires libyens qui "ouvraient les portes" du temps de Kadhafi ont repris du service, après avoir retourné leur veste. Comme dans toute situation postrévolutionnaire, les premiers mois sont particulièrement agités. D'autant plus en Libye qui bénéficie d'une manne pétrolière prodigieuse. Selon une analyse proche des services de renseignements français, "la question qui se pose aujourd'hui est de savoir si la répartition des richesses libyennes, relativement homogène du temps de Kadhafi, se poursuivra sous les mêmes formes. Ou bien si nous assisterons à l'émergence d'une kleptocratie aussi gloutonne que celles qui sévissent en Afrique de l'Ouest, qui se gavent en laissant leurs populations dans la misère".

Espoirs de nouveaux contrats

Tout en indiquant lors de sa visite qu'il n'entendait pas proposer des matériels lourds et coûteux, Gérard Longuet a repris les choses au point où elles se trouvaient fin 2010. La remise en état de Mirage F1 de l'armée libyenne, engagée par la France avant la guerre, se poursuivra avec les

matériels qui n'auraient pas été détruits par l'Otan. À l'avenir, Paris espère bien signer de nouveaux contrats, notamment pour la fourniture de moyens d'information et de contrôle destinés à la surveillance des frontières, afin d'empêcher les flux de migration de l'Afrique subsaharienne vers la Méditerranée et l'[Europe](#), à travers la Libye. L'avenir dira si la France rencontre plus de succès que par le passé... Une commission mixte pour l'étude des futures coopérations entre la France et la Libye a été mise en place durant la visite ministérielle. Elle devrait tenir sa première réunion à Tripoli début avril.

La marine en pointe

En attendant, les deux pays collaborent essentiellement dans le domaine naval. Durant la visite de Gérard Longuet, un accord a été signé pour la formation en France d'environ 70 plongeurs libyens. Il fait suite à une coopération active entre les deux marines. Du 28 octobre 2011 au 3 décembre 2012, le bâtiment-base de plongeurs démineurs Achéron a participé au déminage des ports libyens. Il a été suivi par le chasseur de mines Céphée, mais aussi par des démineurs à terre : selon l'état-major des armées, assez peu loquace, une équipe de guerre des mines est présente en Libye depuis fin novembre 2011, tandis qu'une seconde, spécialisée dans le dégagement des voies de circulation portuaires, est demeurée sur place du 17 au 28 janvier. Deux mines marines ont été détruites.

mardi, 28 février 2012

La France et la Libye ont signé un accord de défense pour la formation des forces libyennes et le contrôle des frontières

La France et la Libye ont signé un accord de défense pour la formation des forces libyennes et le contrôle des frontières, a déclaré le ministre français de la Défense, Gérard Longuet, lors de la signature d'une lettre d'intention avec son homologue Oussama Al Juweilli.

Le renforcement du contrôle passe par l'utilisation de moyens techniques modernes, avions, satellites, systèmes optiques ou radar. Paris et Tripoli entendent également renforcer leur coopération dans le domaine de la sécurité maritime, des équipes françaises participant actuellement au déminage des ports libyens. Un accord a notamment été conclu pour la formation en France de plongeurs libyens. La France assurera par ailleurs la remise en état des Mirage F1 de l'armée libyenne, qui possédait une douzaine de ces appareils.



Défense antimissile : "On ne peut pas dire non !"

L'analyse politique d'un haut responsable de la défense nationale.



La défense antimissile balistique (DAMB) sera l'un des grands enjeux du sommet de l'Otan, à Chicago, en mai prochain. Un haut responsable de la défense nationale nous a récemment confié son point de vue, pragmatique, sur cette question délicate.

"La menace existe. Aujourd'hui, c'est l'Iran, mais demain elle peut venir d'ailleurs en Méditerranée. Nous n'allons donc pas nous opposer à la DAMB de l'Otan. Toute la question est celle du Command and Control. Evidemment, il sera d'abord très américain, mais à terme, il doit devenir otanien et nous voulons avoir notre mot à dire. On peut donc discuter. Nous devons nous méfier de l'impression de sécurité qui pourrait donner prétexte à certains pays européens de renoncer à des efforts pour leur défense.

Pour nous, la DAMB est complémentaire de la dissuasion nucléaire. C'est un instrument dans la panoplie auquel nous ne pourrions pas consacrer des dépenses massives. D'ailleurs, nous ne pourrions pas tout protéger : il va falloir faire des choix.

Pratiquement, nous allons apporter des briques du système "en nature" (détection, etc..). Et nos industriels (MBDA, Astrium, Thalès...) ne peuvent pas rester en dehors d'un tel projet. Car, même si la France s'y opposait, ça se ferait quand même. Donc, on ne peut pas dire non ! Il ne faut pas se laisser griser par ce projet, mais on doit demeurer dans la course".

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Mercredi 29 Février 2012 à 18:40

Afghanistan : les chasseurs du 16 en partance

Le 28 février |



C'est pour le mois d'avril. Ils sont prêts. Ils seront envoyés en Kapisa. Alors que la mission afghane touche à sa fin on peut légitimement s'interroger sur le bien fondé de cet envoi de nouvelles troupes, certes en relève d'autres camarades encore en place et achevant leur séjour, mais exposés à la mort alors que la sortie de guerre est programmée.

La responsabilité incombe intégralement au président de la République et l'on sait que sur le sujet, les candidats ont une vision diamétralement opposée. L'un, le président

actuel, marche avec l'OTAN, au pas de l'OTAN selon les plus critiques et l'autre, François

Hollande qui prône un retrait total et un retour à la situation antérieure concernant notre position face à l'OTAN.

La question fondamentale, aujourd'hui est : pourquoi ? Pourquoi risquer - *désormais inutilement* ? - la vie de nos soldats alors que les enjeux et raisons de notre présence en Afghanistan ne sont manifestement plus les mêmes ? AAC

L'Afghanistan toujours secoué par des émeutes

Par L'EXPRESS.fr, publié le 25/02/2012 à 11:20, mis à jour à 19:57



Des soldats afghans font face à des manifestants anti-américains, le 24 février 2012 à Kaboul.

[afp.com/Shah Marai](http://afp.com/Shah_Marai)

Au moins deux conseillers militaires ont été tués samedi, après l'incinération de Corans dans une base américaine. Le personnel de la force armée de l'Otan dans les ministères afghans a été rappelé.

Toujours pas d'apaisement en vue en Afghanistan, cinq jours après l'incinération de Corans dans une base militaire américaine. Au moins deux conseillers militaires américains ont été tués samedi dans une fusillade au ministère de l'Intérieur à Kaboul. Un peu plus tôt dans la journée, l'attaque avortée d'un complexe de l'ONU dans la province de Kunduz, au nord du pays, a fait cinq victimes et 66 blessés, dont 11 policiers. Quinze autres manifestants ont été blessés lors d'émeutes à Mihtarlam, la capitale du Laghman, dans l'Est.

A Kaboul, les deux "conseillers américains" ont été retrouvés "tués par balle" "dans leur bureau" du ministère de l'Intérieur, "par terre (...) par d'autres collègues internationaux", a déclaré Sediq Sediqqi, le porte-parole du ministère, à la chaîne d'information afghane Tolo news. Les deux victimes appartiennent à l'Isaf, la force de l'Otan en Afghanistan, selon qui "un individu" a "retourné son arme" contre ses "membres".

Le général John Allen, qui dirige l'Isaf, a décidé samedi de "rappeler tout le personnel" de la force armée de l'Otan travaillant dans les ministères afghans. Une décision qui peut avoir des conséquences très lourdes sur la sécurité intérieure du pays après 2014, quand la coalition de l'Otan aura quitté l'Afghanistan.

Les talibans ont revendiqué quant à eux l'assassinat de quatre conseillers au ministère de l'Intérieur par "un héros", qui a agi "en réaction au manque de respect des envahisseurs pour les objets sacrés de l'islam", surtout après "l'incinération de Corans dans la base de Bagram". Le "moudjahid" (combattant) Abdul Rahman, "résiste encore" dans le ministère de l'Intérieur, d'après le communiqué des rebelles, qui ont appelé les musulmans afghans à "attaquer" et "tuer" les militaires américains, qualifiés d'"envahisseurs".

"Nous enquêtons pour savoir qui est responsable de leur mort", a de son côté commenté Sediq Sediqqi. "Il est encore bien trop tôt pour établir un lien" entre la mort des deux officiers de l'Otan et l'incinération des Corans", a estimé le brigadier-général Carsten Jacobson, porte-parole de l'Isaf, interrogé par la BBC.

Les excuses d'Obama n'y font rien

Dans la nuit de lundi à mardi, des exemplaires du Coran, confisqués à des détenus de la prison de la base américaine de Bagram, ont été incinérés parce que, selon des responsables à Washington, ils servaient à faire passer des messages entre prisonniers. Le responsable étant "un responsable américain", des émeutes anti-américaines agitent depuis cinq jours le pays, qui ont fait pour l'instant 29 morts et plus d'une centaine de blessés.

Les "excuses les plus sincères" du président américain Barack Obama au peuple afghan et les appels à la "retenue" lancés par des personnalités religieuses ayant enquêté sur les Corans brûlés et l'Isaf, la force de l'Otan en Afghanistan, n'ont visiblement pas été entendus. Le sentiment anti-américain n'a jamais été aussi fort dans la population en 10 ans de conflit, au diapason des bavures de l'Otan qui tuent relativement fréquemment des civils et de diverses affaires récentes de profanations ou autres actes jugés blasphématoires à l'égard de l'islam.

Avec AFP

Afghanistan : sensibilisation de la population à la transition de la Surobi

Mise à jour : 27/02/2012 11:29

Le 16 février 2012, les autorités afghanes de Surobi ont lancé une campagne d'affichage, réalisée avec l'appui de la brigade *La Fayette*, illustrant la transition à venir.

Cette campagne fait suite à l'annonce du 27 novembre 2011 par le président Karzaï de l'inscription de la Surobi au processus de transition.

Celui-ci correspond au transfert progressif des responsabilités de la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité (FIAS) au profit de l'Armée nationale afghane (ANA) et de la police nationale afghane (PNA).

Afin de sensibiliser et d'impliquer les habitants de Surobi dans ce processus, le sous-gouverneur de Surobi, M. Haabiu et la brigade *La Fayette* ont conçu et lancé une grande campagne d'information autour du slogan : « La transition est notre avenir, prenons notre destin en main ».

Cette campagne s'adresse autant aux habitants du district qu'aux usagers de la *Highway 7* qui relie Kaboul à Djalalabad et qui traverse le district.

Elle est centrée sur la ville de Surobi et l'affichage est complété par la distribution par les forces afghanes d'un millier de prospectus représentant le même visuel : un policier et un militaire afghans devant la vallée de Surobi.

Cette campagne doit durer environ 3 mois et s'inscrit dans le cadre d'une campagne d'information plus large élaborée au niveau des provinces.

Sources : EMA

Droits : Ministère de la Défense et des anciens combattants

Afghanistan - L'armée allemande se retire d'un poste dans le nord du pays

24/02/2012

Face aux protestations en Afghanistan contre l'incinération d'exemplaires du Coran, l'armée allemande a avancé son retrait de sa position de Talokan (nord), a indiqué



vendredi un porte-parole de la Bundeswehr.

Les 50 soldats de la Bundeswehr déployés à Talokan se sont retirés jeudi de cette position qu'ils devaient quitter d'ici à la fin mars pour rejoindre la base de Kunduz à 70 km à l'ouest, emportant avec eux leurs équipements, véhicules, armes et munitions, a-t-il indiqué.

Le porte-parole a expliqué qu'un retour éventuel à Talokan, une ville qui compte 200.000 habitants, sera décidé "en fonction de la situation" sur le terrain.

Des manifestations de protestation avaient eu lieu jeudi dans le nord de l'Afghanistan contre l'incinération d'exemplaires du Coran sur la base militaire américaine de Bagram.

A Talokan, 300 personnes avaient manifesté directement devant la base de la Bundeswehr, selon le porte-parole militaire.

La position allemande de Talokan avait été le théâtre de protestations en mai dernier. Les manifestants reprochaient à la force de l'Otan déployée en Afghanistan, (Isaf) la mort de plusieurs civils.

L'intervention des forces de sécurité afghanes s'était soldée par la mort d'au moins dix personnes. Plusieurs dizaines d'autres avaient été blessées et les soldats allemands avaient également ouvert le feu.

Le président Barack Obama a présenté jeudi ses excuses au "peuple afghan" pour l'incinération d'exemplaires du Coran sur ordre d'un officier américain, au troisième jour d'émeutes au cours desquelles deux soldats américains ont été tués par un militaire afghan, ainsi que douze manifestants.

L'ambassade américaine à Kaboul a mis en garde les Américains se trouvant en Afghanistan contre de possibles actes de violence à l'encontre des Occidentaux lors de manifestations qui pourraient avoir lieu après la prière du vendredi.

http://www.afreeknews.com/sports.php?sport_id=641

Les chefs d'entreprise de demain en stage dans l'armée de Terre

Mise à jour : 28/02/2012 09:29

Depuis cinq ans, les écoles de Saint-Cyr Coëtquidan organisent un « partenariat grandes écoles ». Une trentaine d'étudiants d'école de commerce et de management suivent ainsi chaque

année leur stage de fin d'étude au sein de l'armée de Terre. Loin des bancs de l'école, c'est sur le terrain que, durant six mois, ces futurs cadres dirigeants de grandes entreprises apprennent à gérer des hommes et prendre des décisions.

<http://www.gouvernement.fr/gouvernement/parteneriat-grandes-ecoles-aux-esc>

Remise en condition au poste militaire de Barèges

Mise à jour : 28/02/2012 16:43

Niché en fond de vallée de la Bigorre, le poste militaire de Barèges est placé sous la responsabilité du 1^{er} régiment de hussards parachutistes (1^{er} RHP) de Tarbes. Ce site militaire unique en son genre est aujourd'hui dédié à la remise en condition opérationnelle des unités après projection.



L'effet « boule de neige »

« Le poste de Barèges n'est pas un centre d'entraînement montagne, ni un centre IGESA. C'est un **poste militaire orienté vers la cohésion des unités** et, de plus en plus aujourd'hui, vers la remise en condition opérationnelle », explique le colonel Jacques de Montgros, chef de corps du 1^{er} RHP. Il ajoute : « Toutes les unités composant le GTIA Raptor

[NDLR groupement tactique interarmes déployé en Afghanistan pour le mandat été 2011] sont passées par Barèges à leur retour, pour un moment d'oxygénation. »

Ancien hôpital militaire, puis centre d'aguerrissement en montagne jusqu'en 1989, le poste de Barèges est complètement intégré dans le paysage local. Les liens avec la commune et les contacts réguliers avec les élus locaux facilitent l'accueil de centaines de militaires dans la vallée. Accès aux cures thermales, location de skis, forfaits ou encore activités estivales sont facilités par des tarifs concurrentiels, faisant de **Barèges un site d'accueil unique**. Comprenant Barèges, La Mongie et le Pic du Midi de Bigorre, la station du Grand Tourmalet est le plus grand domaine skiable des Pyrénées, avec plus de 100km de pistes.

Un succès au sommet

Le poste de montagne de Barèges a vu sa fréquentation augmenter ces dernières années. Site rustique et économique, le poste de montagne a une capacité de 250 lits, et bientôt 100 supplémentaires grâce à un projet d'aménagement. Si au sein de la brigade parachutiste et au niveau des régiments de la région le poste de Barèges est connu, le bouche-à-oreille continue de fonctionner. Ouvert à



l'interarmées, il donne la **priorité aux unités opérationnelles** et accueille des détachements d'Angoulême, Paris ou Belfort.

« La force du poste, précise le colonel de Montgros, c'est qu'il n'empiète pas sur la spécificité technique des unités de montagne. Nous nous inscrivons dans un autre registre : **cohésion, oxygénation et remise en condition opérationnelle.** » Le poste de Barèges répond à un vrai besoin de l'armée de Terre. Il se mesure par son taux de fréquentation : en 2011, près de 25 000 militaires ont profité de l'infrastructure et les réservations se prennent désormais plus de six mois à l'avance. « Le succès du poste repose sur les qualités d'un seul homme, monsieur Letessier, responsable du site depuis 1998 », souligne le chef de corps du 1^{er} RHP. Ancien hussard parachutiste, Thierry Letessier est un enfant de Bercheny. « La réussite de cette entreprise est liée à son faible coût. Le poste est uniquement un centre d'hébergement. Chaque unité gère les activités et l'alimentation. Nous avons des partenariats avec les restaurants d'altitude et les commerces locaux, » explique-t-il. Au cœur du village, nul besoin de moyen de transport, les unités sont en totale autonomie.

Au profit des unités opérationnelles



À une heure de Tarbes, le 1^{er} RHP organise une semaine d'oxygénation été ou hiver, par an et par escadron. Le capitaine Jean-Baptiste Patier, commandant d'unité, revient d'Afghanistan.

« Entre janvier et avril, tous les escadrons du régiment vont passer à Barèges. **C'est une chance d'avoir cette infrastructure.** Elle permet de découvrir la montagne et de travailler la rusticité. » Pour les week-ends cohésion ou les séminaires de commandement, le site est l'occasion de sortir du cadre du quartier et de

s'éloigner des contraintes du quotidien pour une période sanctuarisée. « L'escadron a été très sollicité pendant un an, entre la mise en condition avant projection, le départ en opération extérieure et les permissions au retour. Les hussards sont encore fatigués. Parallèlement, j'ai intégré 40 jeunes qui sortent de centre de formation initiale. Les deux populations doivent être en phase fin avril. Le poste de Barèges a toute sa place dans ce cadre. C'est l'objectif fixé par le chef de corps », insiste le capitaine. Alors que le 1^{er} RHP retrouve la vie de l'escadron, c'est aussi l'occasion pour lui d'accueillir les compagnies du 1^{er} régiment de chasseurs parachutistes (1^{er} RCP), avec qui il a passé six mois en vallée de Kapisa.

Vers une nouvelle dynamique

À l'instar de la version été du [sas de décompression à Chypre](#), Barèges apparaît comme une initiative complémentaire de la remise en condition opérationnelle prévue dans le cycle à cinq temps. Inscrite dans la programmation du commandement des forces terrestres, cette initiative régimentaire est désormais formalisée. Inclus à ce titre dans la programmation du 1^{er} RCP, après son retour d'Afghanistan, le stage d'oxygénation marque « **la fin de la convalescence afghane** », explique le capitaine Franck Rebmann, commandant d'unité de la 4^e compagnie. « Trois mois après leur retour, les gens sont encore fatigués. Au niveau individuel comme au niveau collectif, cette semaine permet à la compagnie d'intégrer ses jeunes recrues et de se refaire des souvenirs communs. Effacer les différences entre ceux qui ont fait ou n'ont pas fait

l'Afgha. » Le capitaine de conclure : « Version été ou version hiver, Paphos et Barèges sont l'alpha et l'oméga : l'opposé entre la fin d'un cycle et le début d'un autre. Barèges marque la bascule, même si l'expérience afghane restera toujours dans nos mémoires. Il nous faut tourner la page. »



Sources : Lieutenant Eloïse Rossi , Droits : Armée de Terre 2012

Les plongeurs répètent leurs techniques en milieu spéléologique

Mise à jour : 01/03/2012 11:16

Afin de confronter leurs techniques, plongeurs de combat du génie, de la Marine et de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris ont réalisé un exercice commun à proximité de Besançon.



Des plongeurs réunis par le [19^e régiment de génie](#) (19^e RG) de Besançon se sont entraînés ensemble du 20 au 23 février 2012, dans les environs de Besançon. Présents lors de l'exercice, les plongeurs du [13^e régiment du génie](#) (13^e RG) de Valdahon, six plongeurs de la [Marine nationale](#) et autant de la [brigade des sapeurs-pompiers de Paris](#) ont échangé leurs techniques respectives dans un souci d'uniformisation de leurs procédures.

Pendant trois jours, les plongeurs des différentes unités se sont entraînés au lac de Saint-Point et à la source Bleue. Sur des **plongées spéléologiques et des plongées sous surface gelées** , les marins ont pu apprendre à poser un fil de vie et à évoluer en toute sécurité en surface non-libre. Des techniques qu'ils pourront appliquer lors d'interventions sur des épaves. Les **plongeurs**

de combat du génie ont de leur côté amélioré leurs connaissances dans le sauvetage de personnel en surface non-libre.

L'exercice de restitution final, dans les grottes de la Bèze, site classé au patrimoine de l'UNESCO, a replacé les plongeurs dans un contexte de mission opérationnelle. Les plongeurs du 19^e RG ont simulé une **fouille opérationnelle d'armement et le sauvetage d'un plongeur blessé** au cours d'une plongée spéléologique. Dans le même temps, les pompiers ont pu s'entraîner à la recherche de victime.

Droits : armée de Terre 2012

L'armée de Terre réalise un exercice amphibie en Corse

Mise à jour : 01/03/2012 10:27

À l'occasion de la remise à niveau opérationnelle du bâtiment de projection et de commandement (BPC) Tonnerre, le 1^{er} régiment étranger de cavalerie (1^{er} REC) a effectué un exercice amphibie en Corse du 16 au 24 février 2012. Grâce aux moyens de la Marine et sur le thème d'une évacuation fictive de ressortissants, le 3^e RAMa, le 1^{er} REG et le 1^{er} REC ont débarqué près de Calvi, pour mener leurs actions.

<http://www.gouvernement.fr/gouvernement/exercice-amphibie-du-1er-rec-28022012>

Mission Jeanne d'Arc 2012

Marc Laffineur, secrétaire d'État auprès du ministre de la Défense et des Anciens combattants, se rendra à bord du Bâtiment de projection et de commandement (BPC) **Dixmude**, lundi 5 mars 2012, pour présider le départ de la mission de formation des officiers-élèves de l'École navale et de l'école du commissariat de la marine nationale.

En plus du bâtiment *Dixmude*, le groupe Jeanne d'Arc sera composé de la frégate anti sous-marine

Georges Leygues, de moyens aéroportés composés d'une Alouette III de la marine nationale, de quatre hélicoptères de l'aviation légère de l'armée de terre, d'un détachement de la flottille amphibie dont deux chalands de débarquement et le nouvel engin de débarquement amphibie rapide (EDA-R). Deux cent dix militaires de l'armée de terre se joignent au déploiement pour constituer un groupement tactique embarqué.

Pendant cinq mois, les 144 officiers-élèves seront intégrés aux équipages du groupe Jeanne d'Arc. Plongés au cœur du métier de marin dans un contexte opérationnel, ils auront l'occasion de développer leur sens du travail en équipe et d'affirmer leur capacité de prise de décision, inhérente au métier d'officier de marine.

Les officiers-élèves commenceront véritablement leur immersion le 7 mars en Corse, au travers d'entraînements à la manœuvre amphibie, avec le groupement tactique embarqué. Ils participeront ensuite aux opérations en cours près de la Corne de l'Afrique et du Golfe de Guinée.

Corymbe : coopération franco-américaine au large de Lagos

Mise à jour : 28/02/2012 17:53

Le 17 février 2012, au large du Nigeria, les équipages du transport de chalands de débarquement (TCD) *Siroco* et de la frégate américaine *USS Simpson* se sont rencontrés dans le cadre d'un exercice de coopération bilatérale.



Le *Siroco* jouait le rôle d'un vraquier panaméen alors que la frégate américaine était suspectée de se livrer à une activité d'immigration illégale.

L'action de l'équipe américaine s'est déroulée sous la surveillance permanente d'un drone *Fire Scout* retransmettant en temps réel vers le *Simpson* des images grâce à un terminal ROVER (*Remote Operations Video Enhanced Receiver*).

Les actions de l'équipage français étaient appuyées par un hélicoptère *Puma* embarqué

du détachement de l'aviation légère de l'armée de Terre (ALAT).

Lors de cet exercice, les équipages français et américains ont confronté leurs savoir-faire, leurs matériels et leurs expériences.

Cette coopération fait suite à l'assistance du *Siroco* auprès d'un cargo vraquier, le *FourSeas SW*, battant pavillon panaméen, attaqué dans le golfe de Guinée le 13 février 2012.



Sources : EMA

Droits : Ministère de la Défense et des anciens combattants

Atalante : la frégate Aconit en lutte contre la piraterie

Mise à jour : 27/02/2012 11:12

Le 11 février 2012, la frégate *Aconit* a relevé la frégate *Floréal*, au sein de l'opération européenne *Atalante* de lutte contre la piraterie au large de la Somalie. Le 15 février 2012, elle a embarqué à Djibouti une équipe de protection embarquée (EPE) estonienne à son bord.



Depuis mai 2011, les bâtiments français engagés dans le dispositif *Atalante* opèrent avec des EPE estoniennes qui participent à la protection des navires du Programme Alimentaire Mondial (PAM) et à l'interrogation des navires suspects.

Les marins estoniens reçoivent au préalable un dispensé par des commandos marine à Lorient leur permettant d'être en mesure de réaliser la visite du navire lors de chaque contrôle d'embarcations suspectes.

L'*Aconit* et son EPE estonienne ont ainsi intégré la force européenne TF 465 qui est actuellement sous commandement espagnol. Son état-major est embarqué à bord du bâtiment *Patino*.

En avril prochain, la France succèdera à l'Espagne à la tête de la TF 465.

Armée par des bâtiments français, allemands, espagnols et grecs, l'opération *Atalante* a pour mission de fournir une protection aux navires affrétés par le programme alimentaire mondial (PAM), de protéger les navires marchands afin de dissuader, prévenir et intervenir pour mettre fin aux actes de piraterie au large de la Somalie.



Sources : EMA
Droits : Ministère de la Défense et des anciens combattants

La frégate Georges Leygues appareille pour la mission Jeanne d'Arc 2012

Mise à jour : 28/02/2012 16:32

La frégate anti sous-marine (FASM) *Georges Leygues* a appareillé lundi 27 février à 14h30 de la base navale de Brest afin de rallier Toulon et prendre part à la mission Jeanne d'Arc 2012.



Le transit de 3 jours vers Toulon est l'occasion pour la frégate brestoise et ses 240 marins de s'entraîner, notamment avec le détachement de l'escadrille 22 S, embarqué pour toute la mission.

Le Groupe amphibie composé du bâtiment de projection et de commandement (BPC) [Dixmude](#) et de la FASM [Georges Leygues](#) quittera la base navale de Toulon le 5 mars

pour un déploiement de 5 mois. Les 144 officiers-élèves de l' [École navale](#) et de l' [École du commissariat de la Marine](#) suivront ainsi leur stage d'application à la mer dans un contexte interarmées et interalliés en océan indien et en océan Atlantique sud.



EV1 Aude Flambard , Sources : © Marine nationale

Retour de la frégate La Motte-Picquet à Brest après son déploiement en océan Indien

Mise à jour : 29/02/2012 08:59

La frégate anti-sous-marine *La Motte-Picquet* a accosté dans le port de Brest mardi 28 février 2012 après plus de 3 mois de déploiement en océan Indien.



La frégate [La Motte-Picquet](#) a quitté Brest, son port d'attache, le 9 novembre 2011. À l'occasion de son déploiement en océan Indien, elle a effectué des patrouilles au profit de l'opération *Enduring Freedom* et de l'opération européenne *Atalante* de lutte contre la piraterie en océan Indien.

Sources : © Marine nationale

Dijon s'agrandit pour accueillir le CFA

Mise à jour : 01/03/2012 17:00

Une rencontre avec la presse locale, le 13 février 2012, s'est déroulée sur la base aérienne 102 de Dijon afin de présenter le programme de travaux d'infrastructure en cours dans la perspective de l'arrivée du commandement des forces aériennes (CFA).



Le CFA, actuellement implanté sur la base aérienne de Metz, déménagera à Dijon dans le courant de l'été. Un tel mouvement d'effectifs, 13 000 hommes et femmes répartis en de multiples unités, engendre des changements de taille. Il s'agit de les accueillir dans les meilleures conditions possibles pour qu'ils assurent la continuité de leur mission.

La rencontre avec les journalistes a ainsi permis de mettre à plat les deux axes de travail de la

base dijonnaise : les travaux d'infrastructure sur site ainsi que le logement des aviateurs et de leur famille.

Concernant le premier volet du programme, trois bâtiments sont actuellement en rénovation, qui abriteront l'état-major et le commandement du CFA. Une partie sera aménagée pour stocker ses archives. Un autre bâtiment verra le jour pour accueillir les quatre brigades aériennes, soit près de 200 personnes. Actuellement en construction, il répondra aux dernières normes environnementales de basse consommation d'énergie.

Pour la partie logement, il a été évalué que 360 familles emménageraient à Dijon et dans ses alentours. Un bureau dédié leur permettra d'être mis en relation avec de bailleurs potentiels, publics ou privés, pour accéder à leurs biens proposés à la location.

L'emploi des conjoints des aviateurs sera également un dossier suivi de près. Pour accélérer l'intégration des familles dans l'environnement local, il sera effectivement nécessaire de les faciliter.



Des marins sur la base aérienne d'Istres

Mise à jour : 01/03/2012 13:34

Du 27 février au 7 mars 2012, la base aérienne 125 d'Istres accueille un détachement de la marine nationale pour son entraînement annuel à la simulation d'appontage sur piste.

Le détachement de 234 marins en provenance de la base aéronavale de Landivisiau dans le Finistère, composé de deux flottilles (Super-Etendard modernisés et Rafale marine), accomplit ces campagnes «beau temps» dans le sud de la France pour bénéficier des bonnes conditions météorologiques, nécessaires à l'appontage simulé sur piste (ASSP). À raison de quatre créneaux d'ASSP quotidiens, les pilotes s'entraînent de jour et de nuit, en vue du départ en mer du porte-avions Charles de Gaulle.



La marine nationale se déploie à Istres depuis 2009. Après la fermeture de la base aéronavale de Nîmes, un accord entre le général Joël Martel, major général de l'armée de l'air, et son homologue de la marine a défini les modalités du prêt des installations, des zones de travail et des créneaux de vol. La base aérienne est capable d'accueillir des missions telles que les ASSP, car le matériel d'aide à l'atterrissage, l'optique d'appontage, à demeure sur le site, est installé sur la piste le temps de l'entraînement. Cet équipement permet aux pilotes de la marine d'évaluer leur position à l'approche et au moment d'atterrir.

La base de défense de Cherbourg menacée?

28 février 2012 – 14:56

Afin de rationaliser et de réduire les coûts de soutien, il a été décidé de créer des bases de défense avec le but de permettre aux unités opérationnelles de se recentrer sur leur « cœur de métier ».

Initialement, il avait été prévu de créer jusqu'à 90 bases de défense (BdD). Mais à l'issue des premiers retours d'expériences, ce nombre a été ramené à 51 pour le territoire métropolitain, étant donné que celles qui n'auraient pas été assez importantes pour réaliser des gains substantiels de productivité n'ont finalement pas vu le jour.

Et parmi ces 51 BdD, l'on compte celle de Cherbourg, où la Marine nationale est encore fortement implantée, avec notamment une base navale, [l'Ecole des applications militaires de l'énergie atomique](#) (EAMEA) ou encore [l'Ecole des fourriers](#) de Querqueville.

Cela étant, depuis plusieurs années, la présence de la Marine nationale tend à s'estomper au gré des restructurations et des réformes. Au point que cela inquiète la CFDT Défense de Basse-Normandie. Et plusieurs services ont déjà quitté Cherbourg pour rejoindre Brest ou Rennes.

Selon ce syndicat, le mouvement pourrait s'accélérer dans les mois qui viennent au point que la BdD de Cherbourg n'aurait plus de raison d'être. Ainsi, au cours d'une conférence de presse donnée le 27 février, la CFDT Basse-Normandie a fait état d'informations selon lesquelles il serait question de confier la responsabilité de l'Ecole des fourriers au privé et de transférer l'EAMEA soit à Brest, soit à Saclay.

« Il y a des preuves écrites et matérielles, on voit des visites qui ont lieu dans nos établissements, des visites d'entreprises privées qui viennent voir ce qu'elles pourraient éventuellement récupérer ou reprendre. On sait qu'il y a des appels d'offres lancés au niveau national (...) Les différents indices qu'on a peuvent nous faire penser qu'on est sur un scénario catastrophe » a [aussi déclaré](#) Philippe Rousselet, Philippe Rousselet, permanent de la CFDT Basse-Normandie.

Après l'inquiétude exprimée par la CFDT, la base de défense de Cherbourg fait une mise au point

29 février 2012 – 12:06

Le 27 février, au cours d'une conférence de presse, la CFDT Défense de Basse-Normandie [a évoqué la possible fermeture de la base de défense de Cherbourg](#) (BdD) en mettant en avant l'existence de projets d'externalisation de certaines fonctions jusqu'ici assumées par le ministère de la Défense.

Ainsi, il serait question, selon le syndicat, du passage au privé de l'Ecole des fourriers de Querqueville et du transfert à Brest ou à Saclay de l'Ecole des applications militaires de l'énergie atomique (EAMEA).

Seulement, la porte-parole de la base de défense de Cherbourg, de la zone maritime et de la préfecture maritime de la Manche et mer du Nord, le lieutenant de vaisseau Christelle Haar, a démenti ces allégations.

« A ce jour il n'y a aucune remise en cause de l'existence et de la pérennité de la base de Défense de Cherbourg » et « nos objectifs actuellement sont d'accomplir les missions qui (nous) sont confiées » a indiqué l'officier à Zone Militaire.

Et certaines de ces missions sont de « grands défis à relever », comme la « surveillance de la Manche et mer du Nord durant les JO de Londres ou encore l'intégration des énergies marines renouvelables (projet éolien, hydrolien) » a poursuivi le lieutenant de vaisseau Haar. « La Défense à Cherbourg c'est également la construction navale avec DCNS et le projet Barracuda, la nouvelle génération de sous-marins qui équiperont la marine nationale » a-t-elle encore ajouté.

Quant à l'Ecole des fourriers et de l'EAMEA, les rumeurs les concernant sont « infondées ». Ainsi, d'après les précisions apportées par l'officier, il s'agit de « créer un pôle d'excellence militaire en regroupent les deux écoles interarmées à l'horizon 2015" à Querqueville.

« Les efforts en termes de réorganisation ont été faits et la réforme est bien intégrée pour Cherbourg qui a été base de Défense expérimentale. Maintenant, nous sommes en rythme de croisière. Les missions qui nous sont confiées sont des missions d'avenir » a insisté le lieutenant de vaisseau Haar.

[Accueil](#) > [Aubagne](#)

Le musée de la Légion ferme pour mieux renaître en 2013 L'extension de l'actuel bâtiment est en passe de s'achever à Aubagne

Publié le mercredi 29 février 2012 à 16H09

Le général Bruno Le Flem, qui préside la Société des amis du musée de la Légion étrangère, a beau le regretter, il n'y avait pas d'autre solution : le musée doit fermer pendant plus d'un an, du 12 mars 2012 au 23 mars 2013, pour que le chantier de son extension puisse se terminer.

Un chantier d'envergure, puisqu'il doit doubler la surface de ce sanctuaire, dédié depuis 1966 à l'histoire de ce corps d'armée prestigieux, passant de 1 000 à 2 000 m². Autant dire que les collections - qui seront d'ailleurs enrichies - doivent être stockées dans les réserves, le temps de finir les travaux. La main du capitaine Danjou a d'ailleurs déjà été enlevée de la crypte, et même les vitrines de la boutique ont été vidées de leur contenu pour laisser place à une nouvelle organisation des lieux.

"Depuis l'été dernier, une scénographe professionnelle, Cécile Degos, qui a travaillé sur les plus grands musées, a été recrutée", explique le capitaine Gérard Sez nec, lui-même nommé conservateur depuis août dernier.

Issu de l'école du Louvre, l'officier spécialiste est déjà passé par le musée de l'Armée aux Invalides à Paris, ou encore le musée du sous-officier de Saint-Maixent l'École et se passionne visiblement pour un projet auquel l'Armée a abondé à hauteur d'1 M€ et dont la souscription a connu un véritable engouement (lire ci-contre).

"Nous souhaitons en faire un musée moderne, pédagogique, esthétique et interactif qui s'adressera à notre cœur de cible, les familles de la Légion mais aussi les jeunes légionnaires, qui ne connaissent pas forcément son histoire. Mais nous voulons aussi conquérir de nouveaux publics, comme les scolaires ; une convention vient d'être signée entre l'Éducation nationale et la Légion, surtout sur le thème du modèle d'intégration qu'elle constitue", explique le conservateur.

Pour répondre à ce défi, les collections du musée vont être dépoussiérées, et surtout enrichies, comme le permet la labellisation Musée de France, obtenue en 2011.

"Nous allons sélectionner des pièces pertinentes, selon des critères historiques, ou en fonction de l'émotion qu'elles véhiculent", poursuit le spécialiste. Dans ce nouvel espace, le chapeau de l'impératrice Eugénie, qui avait permis à la Légion d'aller combattre au Mexique puis de revenir en métropole, côtoiera ainsi la montre de ce capitaine mort au Tonkin, dont le sang avait pénétré à l'intérieur du mécanisme, par une fissure dans le verre.

"Nous souhaitons recentrer le musée sur le combattant, alors que jusqu'à présent il était plutôt axé sur les officiers, qui ont laissé des objets. On connaît moins bien le légionnaire, plus anonyme, nous allons trouver des pièces bien documentées, qui permettront de mieux le connaître, tout en lui gardant sa part de mystère."

Car le musée conservera sa fonction de saint des saints de la Légion ; le parcours, reliant la voie sacrée à la crypte où sont conservées les reliques du capitaine Danjou sera préservé.

Une nouvelle salle présentera même une vue inédite sur le monument aux Morts, rapatrié de Sidi-bel-Abbès en 1962, et autour duquel s'est construit le quartier Viénot.

MCBERENGER

L'ancien site de l'Ecole de l'Infanterie vendu pour 19 millions d'euros

28 février 2012 – 12:36

Dans le cadre de la réforme de la carte militaire annoncée en juillet 2008, l'Ecole de l'Infanterie, alors implantée à Montpellier, a été transférée deux ans plus tard à Draguignan pour y rejoindre l'Ecole de l'Artillerie.

Il s'est alors posé la question de l'avenir du site jusque-là occupé par cette école dans le chef-lieu de l'Hérault. Pour le ministère de la Défense, il n'y avait aucune raison de le garder. D'où sa décision de le mettre en vente.

Après avoir conclu un accord avec le préfet du département, alors chargé des négociations au nom de l'Etat, la mairie de Montpellier, très intéressée par cette emprise de 38 hectares située en centre-ville, va l'acquérir pour 19 millions d'euros, .

Et il s'agit là d'une excellente affaire. En effet, il y a à peine deux semaines, le prix demandé par l'Etat pour ce site était compris entre 20 et 29 millions d'euros. Mieux encore, selon des estimations publiées par la presse locale, la valeur de l'ancien site de l'Ecole de l'Infanterie vaudrait près de 70 millions d'euros.

« La Ville n'a pas vocation à boucher le déficit de l'État. Dans la négociation, il ne faut pas perdre de vue que le départ des 1.000 familles de l'EAI (ndlr, Ecole d'application d'Infanterie, devenue Ecole de l'Infanterie), c'est une perte en retombées économique estimée à 100 millions d'euros contre 1 million de compensation » avait fait valoir il y a peu, [dans les colonnes du quotidien « Le Midi Libre »](#), Michaël Delafosse, l'adjoint à l'urbanisme de la cité montpelliéraine.

Selon l'accord, qui sera signé le 29 février, la Ville de Montpellier pourra étaler le paiement de son acquisition sur trois ans. Le site devrait accueillir un projet « d'éco-quartier », ainsi que 2.500 logements, dont un tiers de sociaux, et 340 chambres universitaires. Deux bâtiments – Lorraine et Bretagne, considérés comme emblématiques du patrimoine militaire -, devraient être conservés pour être reconvertis en auberge de jeunesse.

Si la réforme de la carte militaire a bousculé le tissu économique de certaines villes, ces dernières n'ont pas toutes été perdantes pour autant. Comme par exemple celle de Limoges, qui a perdu sa garnison l'an passé avec la dissolution du 15e Bataillon du Train ainsi que de l'Etat-Major des Forces n°4 et le transfert à Clermont-Ferrand de l'Etat-major de la 3e Brigade Mécanisée. La municipalité [a ainsi pu obtenir](#), pour l'euro symbolique, plusieurs emprises ainsi libérées, dont les 43.000 m² de la caserne Marceau, située en centre-ville, tout comme les 35 bâtiments du quartier Beaublanc.

Le SIAe investit dans l'A400M

25 MEUR pour l'établissement de Clermont-Ferrand, et 15 MEUR pour celui de Bordeaux : le service industriel de l'aéronautique (**SIAe**), un OVIA placé sous la responsabilité de l'armée de l'air va investir massivement (rapporté à son CA de 600 MEUR) pour pouvoir accueillir des A400M sur ses sites de maintenance. Cette décision fait suite à la validation toute récente des capacités industrielles du SIAe, en comité directeur, le 24 janvier.

Le premier A400M sera hébergé à Clermont dans un hangar existant, les suivants bénéficieront de la nouvelle installation.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [3/01/2012 10:23:00 AM](#)

Interarmées, le CFIA pourrait s'internationaliser

Le centre de formation interarmées (**CFIA**) du Caïman, dont la première pierre a été posée à l'automne 2011 commence à intéresser au-delà de nos frontières. La Belgique, déjà présente à l'école de Dax, "est à la porte du CFIA" et les Grecs et Portugais ont également frappé sur l'huis. L'Espagne (elle a formé des pilotes Tigre à l'**EFA**), quant à elle, a demandé des renseignements : à défaut d'avoir été la première livrée en NH90, la France est donc en passe d'assurer le succès de son modèle de formation en matière d'hélicoptères.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [3/01/2012 10:20:00 AM](#)

27.02.2012

Le DIAR a bientôt un an. DIAR? Délégué interarmées aux réserves...

Dans le numéro de janvier-février 2012 de la revue *Défense* est parue une interview du DIAR, le délégué interarmées aux réserves. Ce poste est actuellement tenu par un aviateur, le général Jarry.

Pour lire cet éclairant entretien accordé à Patrice Lefort-Lavauzelle, cliquer [ici](#) et accéder au pdf. Et relire mon poste du 16 février consacré aux réserves (et les commentaires) en cliquant [ici](#).

Deux extraits de *Défense* pour mettre l'eau à la bouche (ou l'écume aux lèvres):

1- une question (sans la réponse, ce serait trop facile. Allez [cliquer sur le pdf au-dessus](#)):

Beaucoup d'anciens d'active, notamment d'officiers, rejoignent semble-t-il la réserve opérationnelle pour bénéficier d'un complément de retraite dans le cadre d'une espèce d'aide à la reconversion déguisée, et non pour répondre à un véritable besoin opérationnel. Etes-vous vigilant concernant ce sujet ?

2- un extrait de réponse à une autre question:

Dès lors, aujourd'hui, un réserviste est un militaire professionnel à temps partiel, formé et entraîné.

Les militaires, drogués comme des cyclistes

Le Point.fr - Publié le 29/02/2012 à 08:22 - Modifié le 29/02/2012 à 08:29

Les armées s'inquiètent de pratiques dopantes non seulement de la part des soldats eux-mêmes, mais aussi du commandement.



Photo d'illustration. © David Ademas / Maxppp

Les militaires seraient-ils plus dopés que les vainqueurs du Tour de France ? Se bourreraient-ils les narines avec ardeur, protégés par une forme de non-dit ? C'est que... Avec mille précautions de langage et en maniant avec insistance le sous-entendu, la revue de recherche de l'armée de terre *Inflexions* aborde ce sujet tabou dans sa dernière livraison (*), sous le titre "Dopage et conduites dopantes". Les auteurs expliquent curieusement que ce n'est pas vraiment l'institution qui se pose des questions, mais que "beaucoup d'observateurs extérieurs à la défense considèrent comme fréquente l'utilisation de substances dopantes au sein des armées".

Sauf que si les militaires se dopaient, assure l'article, ce ne serait pas pour améliorer des performances sportives, mais pour une meilleure cause : "Les objectifs seraient similaires [à ceux des sportifs] - être plus performant que l'adversaire -, mais à atteindre dans un contexte bien différent, celui de la guerre et du combat." Et de développer cette idée d'une forme de dopage sans doute pas nécessaire, mais pas vraiment inutile non plus : "En temps de conflit, ou dans le contexte de déploiement sur des théâtres d'opérations de haute dangerosité, les questions posées sont plus complexes. L'automédication et l'utilisation de substances dopantes ayant pour but d'améliorer les performances physiques, en particulier musculaires, mentales, ou de maintenir l'éveil et un état de parfaite vigilance, permettent, si le dopage est adapté, de rendre le militaire plus efficace à son poste de combat."

Drogés pour la bonne cause ?

De fait, les militaires peuvent se doper illégalement en se procurant eux-mêmes de l'herbe qui fait rire ou des substances qui font rêver. Pour ne citer que l'exemple du Liban, on sait que l'herbe y est fameuse. Et en Afghanistan, premier producteur d'opium au monde, le commerce n'est pas impossible avec les plus de 100 000 militaires étrangers... Mais les armées elles-mêmes administrent aux combattants diverses médications susceptibles de mieux voir la nuit, de leur faire perdre le besoin de sommeil, ou au contraire de les endormir sur commande, aux heures choisies. Cette réalité est d'ailleurs reconnue, à tel point qu'un texte officiel, l'instruction N° 744/DEF/DCSSA/AST/TEC relative à l'utilisation de substances modifiant la vigilance en opérations, en définit le cadre !

Justifier la prise de substances dopantes

Les militaires édictent dans ce texte leurs ascensions des Alpes et on voit ici que cette définition est très large. "Les types d'opérations militaires pouvant justifier la prise éventuelle de substances qui agissent sur le niveau de vigilance des combattants sont les opérations dites soutenues et les opérations dites continues. Les premières se traduisent par une activité militaire quasi ininterrompue ne permettant aucun sommeil réparateur ; les secondes concernent une activité militaire de plus longue durée n'autorisant qu'une récupération partielle (par exemple : un sommeil diurne, de courte durée et fractionné). À titre d'exemples, on peut citer le fonctionnement 24 heures sur 24 des centres opérationnels pour l'armée de terre, la continuité entre le poste de veille et le poste de combat pour la marine, la mission nucléaire ou le travail au sol en ambiance nucléaire, radiologique, bactériologique et chimique (NRBC) avec des tenues de protection pour l'armée de l'air". Mais attention, ce n'est pas du dopage. C'est de l'"aide de type pharmaceutique modifiant la vigilance". Nuance...

Gavés de protéines hormonées

Les trois auteurs de l'article - les médecins militaires André-Xavier Bigard et Alexandra Malgoyre et le capitaine Hervé Sanchez - lancent par ailleurs un véritable cri d'alarme sur l'automédication de certains militaires qui se gaveraient de compléments alimentaires (protéines hormonées) utilisés par les culturistes. Ils soulignent par ailleurs l'intérêt de la démarche lancée par les armées pour rationaliser les programmes de préparation physique au combat afin de "rendre inutile la consommation de produits et de substances supposés dopants". Voilà une bonne idée. Car par les temps qui courent, que diront les armées si un militaire dopé sur ordre et dont la santé se serait dégradée les poursuivait devant la justice ?

(*) "Le sport et la guerre", *Inflexions* n° 19, La documentation française, 12,00 €, ISSN : 1772-3760

Les ventes des principaux groupes d'armement ont atteint 411 milliards de dollars en 2010

27 février 2012 – 15:09

Pendant que les budgets militaires européens diminuent au gré des plans d'austérité – la France faisant figure d'exception en préservant autant que possible le niveau du sien – le reste du monde s'arme.

Ainsi, [selon la dernière étude](#) du Stockholm International Peace Research Institute, les ventes des 100 plus importants groupes d'armement ont progressé de 1% en 2010, et de 60% sur la période 2002-2010, pour atteindre les 411,1 milliards de dollars.

Sans doute à cause des effets de la crise économique et financière, cette progression s'est toutefois tassée par rapport à 2009, année où les ventes d'armes augmentèrent de près de 7%. Cependant, ces données pourraient être plus importantes qu'annoncées, dans la mesure où le Sipri n'a pas pris en compte les ventes d'armes chinoises, en raison de leur « opacité ».

« Les données de l'année 2010 montrent la capacité des grands industriels à continuer à vendre des biens et des services militaires, malgré les crises financières qui frappent les autres secteurs de l'économie », a cependant estimé Susan Jackson, chargée d'études au Sipri.

Le classement, en fonction de leurs ventes, des plus importants groupes d'armement en fonction de leurs ventes, établi chaque année par le Sipri, ne présente pas de bouleversements par rapport à la précédente période d'étude.

Avec 44 industriels du secteur présents dans ce « top 100 », les Etats-Unis se taillent la part du lion sur le marché de l'armement, avec un chiffre d'affaires de 246,6 milliards de dollars. Et sur les dix premiers groupes, sept sont américains, le premier étant Lockheed-Martin.

La premier industriel européen de ce classement, qui arrive en seconde position, est le britannique BAE Systems, qui a réalisé en 2010 pour de 32 milliards de dollars de ventes. Mais il n'est pas certain que ce dernier puisse conserver cette position dans les années qui viennent car ses résultats pour l'année 2011 ont été annoncés en fort retrait, avec une baisse de 14% de son chiffre d'affaires, en raison notamment d'une diminution des prises de commande du Pentagone, suite au retrait progressif américain d'Irak.

Comme en 2009, l'on trouve EADS à la 7e place de ce classement, suivi de près par le groupe italien Finmeccanica. Le premier français est l'électronicien Thales, qui pointe à la 11ème position. Globalement, les entreprises européennes, par ailleurs moins nombreuses qu'en 2009 à figurer dans le classement du Sipri (30 contre 33), ont enregistré un chiffre d'affaires global de 119 milliards de dollars, ce qui représente 29% des ventes.

L'étude du Sipri met aussi évidence la concentration des entreprises liées au secteur de l'armement, les dix premières d'entre elles ayant réalisé 56% des ventes d'armes et des prestations de services dans le secteur militaire. Ces dernières tendent d'ailleurs à prendre une part de plus en plus importantes dans les budgets de défense.

« Les données pour 2010 montrent une augmentation continue des ventes de services militaires, y compris le soutien, la formation, la logistique, la maintenance, la réparation et la révision, avec

20 entreprises du Top 100 du Sipri catégorisées principalement en tant que prestataires de services militaires » souligne l'étude de l'institut suédois.

« En raison de l'externalisation et des changements relatifs aux technologies militaires, de tels services vont jouer un rôle clé dans les stratégies des entreprises à l'avenir », prévient encore le Sipri.

27.02.2012

411 milliards de dollars d'armes vendues en 2010, selon le SIPRI

Rank		Company	Country	Sectors	Arms sales (US\$ m.)		Total sales, 2010 (US\$ m.)	Arms sales as share of total sales, 2010 (%)	Total profit, 2010 (US\$ m.)	Total employment, 2010
2010	2009				2010	2009				
1	1	Lockheed Martin		Aircraft, Electronics, Missiles, Space	35 730	33 430	45 803	78	2 926	132 000
2	2	BAE Systems		Aircraft, Artillery, Electronics, Missiles, Military vehicles, Small arms/ammunition, Ships	32 880	32 540	34 609	95	1 671	98 200
3	3	Boeing		Aircraft, Electronics, Missiles, Space	31 360	32 300	64 306	49	3 307	160 500
4	4	Northrop Grumman		Aircraft, Electronics, Missiles, Ships, Space	28 150	27 000	34 757	81	2 053	117 100
5	5	General Dynamics		Artillery, Electronics, Military vehicles, Small arms/ammunition, Ships	23 940	23 380	32 466	74	2 624	90 000

Le [SIPRI](#) a publié ce matin son étude sur les ventes d'armes et de services militaires des [cent plus grands fabricants mondiaux](#), Chine exclue. Selon l'Institut international de recherche pour la paix de Stockholm, ces ventes ont progressé de 1% en 2010 atteignant 411,1 milliards de dollars (310 milliards d'euros).

L'Institut relève que "les ventes d'armes et de services militaires ont maintenu leur tendance à la hausse en 2010, avec une croissance plus lente qu'en 2009, soit à peine 1%". En 2009, les ventes avaient progressé de 7% et elles atteignaient 406 milliards de dollars. "Les données de l'année 2010 montrent la capacité des grands industriels à continuer à vendre des biens et des services militaires, malgré les crises financières qui frappent les autres secteurs de l'économie", estime Susan Jackson, une analyste du SIPRI.

Toujours dominantes dans ce classement des "Top 100", les firmes américaines sont au nombre de 44 et représentent près de 60% du marché (246,6 milliards de dollars). Sept d'entre elles se classent dans les 10 premières, complétées par le britannique BAE Systems, deuxième avec 32,9 milliards, le groupe européen EADS, septième avec 16,4 milliards et l'italien Finmeccanica, huitième avec 14,4 milliards. Le premier vendeur mondial reste le groupe américain de défense Lockheed Martin, avec un chiffre d'affaires de 35,7 milliards de dollars. Le nombre de sociétés européennes dans ce classement a diminué, de 33 compagnies en 2009 à 30 en 2010, pour un total cumulé de 29% des ventes (119 milliards de dollars).

Vendeurs d'armes : un business très lucratif

Le Point.fr - Publié le 27/02/2012 à 15:18 - Modifié le 27/02/2012 à 16:23

Le chiffre d'affaires des 100 premiers fabricants d'armes ne cesse d'augmenter : 305 milliards d'euros, en hausse de 60 % depuis 2002...



Nicolas Cage dans "Lord of War"

Compilé avec un grand sérieux et paru chaque année à cette époque, le classement des cent premières firmes mondiales d'armement (hors la [Chine](#), dont les données ne sont pas fiables) a été publié le 26 février par le SIPRI (Stockholm Peace Research Institute). Les statistiques publiées ce jour concernent l'année 2010 et sont consultables ici : [Tableau des 100 principaux vendeurs d'armes en 2010](#). Le tableau des [vendeurs d'armes en 2009 se trouve ici](#).

Au premier coup d'oeil, on constate une grande stabilité de ce classement : sur les vingt premiers groupes industriels producteurs d'armement, seize demeurent américains, les européens se trouvant dans des positions assez éloignées. [BAE Systems](#) est deuxième, [EADS](#) septième, Finmeccanica huitième, Thales onzième et Safran seizième. Du côté des industriels français, les positions se maintiennent parfois (DCNS, 22e place), grignotent quelques places (Nexter de la 55e à la 57e place), mais il arrive aussi qu'elles baissent sensiblement. Le Commissariat à l'énergie atomique passe ainsi de la 37e à la 42e position, quand le groupe Dassault passe de la 55e à la 61e place.

Concentrations

À son corps défendant, l'entreprise présidée par Charles Edelstenne ne réalise que 23 % de son chiffre d'affaires dans la défense, très loin derrière DCNS et Nexter (100 %), Thales (57 %), le CEA (40 %) et Safran (34 %). Dassault, dont le seul client pour son Rafale est à ce jour l'État français avant la signature possible d'un premier contrat en Inde, est même battu dans son

domaine d'excellence par deux entreprises russes très exportatrices : Sukhoï et sa filiale Irkut Corp, cette dernière fabriquant notamment le jet d'entraînement YAK-130. À noter que les filiales françaises d'EADS se placent convenablement : MBDA France (100 % du CA dans le militaire, en 42e position), Astrium (37 %, en 35e position), Eurocopter (46 %, 25e).

Dans l'industrie de défense, les concentrations sont la norme : les 44 sociétés américaines étudiées assurent 60 % des ventes des 100 premières entreprises d'armement au monde. Les 30 sociétés européennes comprises dans ce panel représentent 29 % de son chiffre d'affaires. Pour tous ces industriels, le regain de tensions internationales ne produit plus d'effet de cliquet : l'augmentation globale de leur chiffre d'affaires (305 milliards d'euros en 2010) n'est que de 1 % par rapport à l'année précédente. Le début de la décennie avait été bien plus rentable, avec 60 % d'augmentation du chiffre d'affaires entre 2002 et 2009. Exemple d'un beau business cité par le SIPRI : les camions protégés contre les mines qui circulent par centaines en Afghanistan. Le contrat du M-ATV gagné par la société américaine [Oshkosh Defense](#) lui a permis d'augmenter son chiffre d'affaires de 156 %. La société a vendu pour plus de sept milliards de dollars de matériels militaires divers en 2010, surtout des camions !

René Cagnat : Kaboul comme Dien Bien Phu...

Une tribune du colonel (ER) Cagnat, installé en Asie centrale



Le colonel (retraité) René Cagnat, 70 ans, est un spécialiste reconnu de l'Asie centrale, où il vit, à Bichkek (Kirghizstan). Il propose notamment des services pour la découverte de ces régions: [son site est ici](#). Ancien attaché militaire en Urss et dans les pays de l'Est, René Cagnat a également servi à Berlin, au SGDN et à la DAS. Il a quitté le service actif en 1999. Docteur en sciences politiques, chercheur à l'IRIS, il est l'auteur de nombreux livres et articles. On lui doit notamment *"la Rumeur des steppes"* (Payot, 2001) dont une nouvelle version doit paraître le

mois prochain.

A la suite d'un séjour à Kaboul en 2008, il avait écrit cet article, qui n'avait alors connu qu'une diffusion confidentielle. Il y comparait la capitale afghane avec Dien Bien Phu. *"une garnison assiégée que menacerait tôt ou tard le fanatisme et l'ostracisme des Afghans. J'avais alors été frappé, nous confie-t-il aujourd'hui, notamment à Kaboul, par la « promiscuité » dangereuse entre bases et banlieues proliférantes. Aujourd'hui, la situation est la même, mais les banlieues s'insurgent : la population afghane, révoltée par les bourdes à répétition des Américains, vomit littéralement les occupants étrangers. (...) Le printemps va être très difficile à vivre pour un corps expéditionnaire qui amorce à peine son repli. La guerre n'est pas encore perdue, mais elle n'a plus de sens ! Avant que l'étau ne se resserre, il faut la terminer dignement mais vite, d'ici la fin d'année, par un rétablissement provisoire de nos unités en Afghanistan du nord et en Asie centrale."*

A sa demande et alors que la situation se dégrade dans le pays, suite à l'affaire des Corans, nous publions cet article de 2008. Il n'a malheureusement rien perdu de son actualité.

"Une arrivée en avion à Kaboul remet en mémoire Dien-Bien-Phu."

Les dimensions de la vallée, les contreforts qui la dominent, l'aéroport hérissé de défenses et jusqu'aux points d'appui adossés aux axes d'entrée, tout cela remémore la cuvette où nos soldats connurent, en 1954, le désastre et la gloire.

Mais la ressemblance ne s'arrête pas là. La capitale afghane, peuplée aujourd'hui de trois millions de quasi réfugiés, passe à l'état de siège : alors que les Taliban s'infiltrèrent dans la population, les routes d'accès se ferment. Les Etats-Unis et l'OTAN vont jusqu'à payer indirectement les insurgés pour obtenir l'approvisionnement terrestre de la garnison. (...) Notons que l'environnement peuplé de Kaboul est mille fois plus dangereux que celui, agreste, de Dien-Bien-Phu : il permet d'installer des commandos auprès des points d'appui et fournit le terreau d'un fanatisme qui pourrait submerger les défenseurs.

Le peuple afghan, au fil de son histoire, a plusieurs fois illustré sa capacité à chasser les étrangers. Il est facile d'envahir l'Afghanistan, pays divisé dans lequel on peut toujours s'appuyer sur une faction. Mais le tenir est une autre affaire ! L'Afghan, en effet, et en particulier le Pachtoun, se caractérise par une xénophobie latente. Pour peu que le nouveau venu fasse preuve d'arrogance, pour peu qu'il n'appartienne pas à l'islam, et voici l'unité qui se reconstitue contre lui. Les Anglais qui ont essuyé en moins d'un siècle, de 1838 à 1921, trois échecs en s'aventurant en pays pachtoun, auraient dû s'en souvenir. Mais non !

Quel Anglo-saxon revenu à Kaboul s'est rappelé le désastre infligé en 1842 aux 4500 hommes du premier corps expéditionnaire britannique ? Contraints de quitter la capitale afghane, ils ont disparu à l'exception d'un seul, le docteur Brydon. Aujourd'hui, comme en 1880, voici les mêmes Britanniques enlisés dans l'Helmand. Sait-on qu'alors, dans cette province même, au cours de la bataille de Maïvand, l'armée de Sa Majesté, face à des guerriers déchaînés, s'est débandée perdant 800 hommes sauvagement tués, tous ses canons et, même, ses deux étendards ? Les Afghans, il est vrai, avaient été fanatisés par une passionaria locale, Malalaï, qui leur répétait : « si tu reviens vivant de Maïvand, la honte sera sur toi ! ». En 1919, enfin, alors que l'émir Amanullah, ulcéré par les contrôles anglais sur sa politique étrangère, vient d'attaquer à l'improviste la garnison anglaise, Londres, déjà, se met à bombarder par avion le palais royal. Le monarque fait mine de céder, mais la maladresse anglo-saxonne laisse des traces profondes dans un peuple plus indomptable que jamais.

Il le montre de 1979 à 1989 contre les Soviétiques. Face à la montée des périls, ces derniers ont le mérite de réussir un repli avant que la nasse ne se referme sur eux. Cette nasse correspondait à un étranglement terrestre de la capitale par les résistants complété par l'utilisation de missiles anti-aériens stinger fournis par les occidentaux.

Puisse nos troupes de l'OTAN se retirer à temps ! Sinon, notamment à Kaboul, comment faire face à des foules fanatisées ? Aujourd'hui déjà, il y a pléthore de volontaires pour les attentats par kamikazes alors même que l'armement des Taliban s'améliore. Comme à l'état-major de Saïgon où prévalait le point de vue selon lequel le Viet-Minh ne pourrait installer son artillerie lourde autour de la cuvette, domine de nos jours à l'OTAN l'opinion que les insurgés ne pourront se procurer les missiles anti-aériens ou autres armements qui leur permettraient d'acquérir la supériorité. Or nombre d'ex-Soviétiques, humiliés naguère par les stinger remis aux mujjahidines,

rêvent d'agir de même avec les révoltés. (...) Que deviendront les points d'appui isolés par les insurgés lorsque les hélicoptères menacés ne pourront plus assurer le ravitaillement ?

A quoi bon insister ? La guerre a été perdue dès novembre 2001. Le peuple afghan, révolté par la dictature des Taliban, venait pourtant d'accueillir avec curiosité sinon bienveillance –hospitalité oblige- ces étrangers qui promettaient d'apporter le renouveau et la richesse. Hélas ! A peine les Américains étaient-ils arrivés qu'ils procédaient à des bombardements massifs.

Depuis, les Etats-Unis et, à leur remorque, l'OTAN, n'ont cessé d'accumuler les fautes graves. Ils n'ont pas lutté contre la culture du pavot qui finance de plus en plus l'insurrection. Ils n'ont pas établi un contact suffisant avec la population. Enfin, alors qu'ils avaient affaire à une société médiévale, ils ont promu un système démocratique inadapté, assorti d'un pouvoir fantoche : seule la famille royale, autour du roi Zaher Shah, avait l'aura et le savoir-faire nécessaires pour brider les seigneurs de la guerre et lutter contre la corruption. Malgré l'aggravation de la situation, les Américains s'accrochent. Ils le font surtout parce que leurs bases dans la région leur offrent un pivot idéal pour prendre à revers aussi bien l'Iran ou la Chine que la Russie. Devant l'importance de l'enjeu, ne vaudrait-il pas mieux, au nom de l'efficacité, qu'ils se désengagent, sinon des bases de Bagram et de Kandahar, du moins de Kaboul trop menacé ? Ils retrouveraient ainsi une liberté de manœuvre leur permettant, entre autres, de mieux lutter contre la culture du pavot. Que les Russes et les Chinois – et, à travers eux, l'Organisation de coopération de Shanghai - fussent alors obligés d'intervenir serait logique : l'insécurité afghane n'est-elle pas, d'abord, le problème des pays de la zone ?

Si les Américains persistent dans leur guerre, une question se pose, pour nous Français comme pour nos comparses de l'OTAN : comment tirer notre épingle d'un « très grand jeu » qui, pour l'instant, ne nous concerne pas (...) ?"

Dimanche 26 Février 2012, Jean-Dominique Merchet

"Al Qaida est très nettement affaiblie, mais l'organisation a fait des métastases..."

Un document préparatoire à l'actualisation du Livre blanc constate une "évolution", mais pas de "rupture" en matière de menace terroriste. Explications.



Dans un document de 80 pages, rédigé sous la responsabilité du Secrétariat général de la défense et de sécurité nationale (SGDSN) - [que l'on peut lire ici](#) - les experts français font, parmi d'autres sujets, le point sur l'évolution de la "menace terroriste" depuis la publication du Livre blanc, en 2008. Pendant plusieurs mois, un groupe de travail a réuni des spécialistes de la Défense, des Affaires étrangères, de l'Intérieur et des Finances pour fournir "un document neutre interministériel, utilisable dans tous les cas de figure" au lendemain des prochaines élections, selon un participant.

La question du terrorisme a été débattue autour d'une interrogation : la mort de Ben Laden et l'absence de grands attentats en Occident constituent-ils une "rupture" stratégique

ou une "évolution" de la menace ? Les rédacteurs du document ont opté, prudemment, pour cette dernière approche.

"La réaction post-2001 a permis de contenir Al Qaida, pas de l'éliminer" explique l'un des auteurs du texte. "Nous sommes aujourd'hui au delà du containment. Al Qaida est très nettement affaibli, y compris avec l'élimination de Ben Lade,. Mais Al Qaida a connu des métastases, au Sahel, dans la péninsule arabique, en Somalie, au Pakistan et une rechute est possible en Irak. La menace terroriste s'est transformée : elle est aujourd'hui moins globalisante, moins capable de porter des grands coups, mais elle déstabilise des zones entières. Il faut s'adapter, mais on ne peut pas baisser la garde".

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Mardi 28 Février 2012 à 12:11

Le Harfang webdocumentarisé



Alors que le Harfang réintègre sa base de Cognac, l'armée de l'air met en ligne un [webdocumentaire grand public consacré à ce drone](#). Pas de grosse révélation, mais un côté pédagogique qui peut permettre de bien comprendre comment cela marche et à quoi cela sert. Par les temps qui courent, et vu les mythes qui courent encore sur les drones et

ceux qui les servent, ce n'est donc pas un travail inutile. Quelques photos inédites, mais surtout quelques bouts de films tirés des opérations en Afghanistan, à Deauville, ainsi que le vrai son du Rotax de 115 chevaux qui fait voler le drone (si vous activez votre haut-parleur).

Il manque juste une précision : l'unité, qui ne faisait pas à l'époque 100 personnes s'est auto-relevée depuis 2009 sur le théâtre afghan, mettant ainsi à l'épreuve le systèmes humain mis en place, et taillé au plus juste. Sans doute une des justifications d'une croix de la valeur militaire à titre collectif, qui vient d'être attribuée à l'escadron **1.33 Belfort**, fin 2011.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [2/29/2012 06:57:00 PM](#)

RETRAIT DU DRONE D'AFGHANISTAN: DEMANTELEMENT AU JOUR LE JOUR

Mise à jour : 29/02/2012 16:42 - Auteur : Cne Virginie Gradella

Dans le cadre du désengagement des troupes françaises d'Afghanistan, le détachement Harfang est en plein démantèlement. Témoignage du commandant P., à la tête de l'unité implantée à Bagram depuis février 2009, il y a exactement trois ans.

Quel est le calendrier du retour en métropole de votre détachement ?



Les drones ont mené leur dernière mission au profit du dispositif de la coalition aux alentours du 20 février pour un retrait effectif quelques semaines plus tard. À la réception de l'ordre de désengagement, nous avons immédiatement déclenché les préparatifs logistiques pour affréter le matériel nécessaire à notre déménagement. Nous avons respecté la première clause de l'exigence calendaire, puisque le dernier vol s'est déroulé le 16 février 2012, et nous devrions être à même de respecter la seconde échéance. En effet, nous travaillons avec une unité logistique, implantée

à Kaboul, qui gère pour les militaires français tout ce qui entre et sort d'Afghanistan. Elle a ainsi acheminé de France une dizaine de containers KC20 qui peuvent contenir environ 40m³ de matériel. Une fois les KC20 remplis, cette même unité aura en charge leur transport retour à destination de Mont-de-Marsan, à bord d'un Antonov 124. L'acheminement se déroulera durant le mois de mars.

Quelles actions avez-vous menées en vue du convoyage du matériel vers la France ?

Après l'arrêt des vols, il a fallu démonter et conditionner les différentes composantes du système Harfang. Nous avons commencé par les deux aéronefs eux-mêmes, puis par les antennes satellites et enfin, par les ateliers des mécaniciens. Hier, par exemple, nous nous sommes occupés des pièces de rechange des ateliers. Aujourd'hui, nous démontons les stations au sol incluant ordinateurs, éléments électroniques et câblage. Tout n'est pas allé sans mal, car nous nous sommes confrontés à des obstacles pratiques, comme la météorologie. Par la force des choses, nous avons été immobilisés pendant quelque temps à cause des températures à -10, -15° ou des chutes de neige. Des câbles faisant partie intégrante des systèmes, et que nous ne pouvons pas abandonner sur le site, étaient emprisonnés dans la glace par exemple. Au cours de nos trois ans de présence sur le théâtre, des constructions se sont bâties, des murs sont sortis de terre, du coup, certains matériels étaient inaccessibles. Heureusement, nous avons trouvé des solutions.



Le matériel c'est une chose, mais qu'en est-il du personnel ?

Effectivement, il s'agit du retrait du drone mais c'est également la fin du détachement Harfang. En parallèle du matériel, le personnel quitte le sol afghan petit à petit. Hier, les deux opérateurs de drone, les interprètes d'images et les officiers de renseignement ont décollé de Kaboul pour rentrer en France. Au total, une quarantaine d'aviateurs prendront le chemin du retour. À ce jour, sur site, il reste encore des aviateurs notamment chargés du soutien et du suivi administratif. C'est une page qui se tourne pour le drone et quelle page! Depuis sa mise en service en 2008, l'essentiel de sa vie opérationnelle s'est déroulée en Afghanistan...

Sagem obtient le contrat de maintenance des drones Sperwer

28 février 2012 – 9:18



La Structure Intégrée du Maintien en conditions opérationnelles des Matériels Aéronautiques du ministère de la Défense (SIMMAD) a récemment signé un contrat portant sur le maintien en condition opérationnelle (MCO) des systèmes de drones tactiques intérimaires (SDTI) Sperwer de l'armée de Terre avec Sagem Défense & Sécurité, filiale du groupe Safran.

Le drone Sperwer est en dotation au sein du 61ème Régiment d'Artillerie de Chaumont appartenant à la Brigade de renseignement de l'armée de Terre. Mis en oeuvre au moyen d'une catapulte, il dispose d'une autonomie pouvant aller, en fonction des conditions météorologiques, jusqu'à 5 heures. Evoluant à 3.500 mètres d'altitude à une vitesse maximale de 180 km/h, il est en mesure, grâce à ses capteurs embarqués, d'assurer des missions d'observation et de surveillance. Une fois son vol terminé, cet engin revient au sol à l'aide de parachutes et de coussins gonflables.

Le contrat confié à Sagem DS prévoit, jusqu'en 2014, la fourniture d'activités de maintenance, de réparation et de support technique. D'après le communiqué diffusé par l'industriel, il est assorti d'une commande de deux catapultes tractées Kontio conçues par l'une de ses filiales basée en Finlande, à savoir Robonic Oy.

Ces catapultes sont « plus légères et compactes » que celles de la première génération et permettent de « réduire l'empreinte au sol du système en opérations, de diminuer les coûts d'exploitation, de faciliter les catapultages, et d'accroître la charge embarquée en vue d'une autonomie accrue », précise Sagem DS.

Après le retrait prévu en mars des Harfang, déployés par l'escadron 1/33 Belfort de l'armée de l'Air depuis la base de Bagram, les Sperwer seront les seuls drones mis en oeuvre par l'armée française en Afghanistan.

27.02.2012

MCO et nouvelles catapultes: c'est Noël pour les drones Sperwer SDTI



Les drones tactiques Sperwer déployés en Afghanistan par le 61e régiment d'artillerie vont être dotés de nouvelles catapultes fabriquées par la filiale finlandaise de Sagem, Robonic Oy.

"Plus légères et compactes que les catapultes de première génération, elles permettent de réduire l'empreinte au sol du système en opérations, de diminuer les coûts d'exploitation, de faciliter les catapultages, et d'accroître la charge embarquée en vue d'une autonomie accrue", selon Sagem qui a, par ailleurs, annoncé avoir signé un contrat portant sur le MCO de ces drones.

Le contrat a été signé avec la Structure intégrée du maintien en condition opérationnelle des matériels aéronautiques du ministère de la Défense (SIMMAD). Il couvre les activités de maintenance, réparation et support technique des Sperwer en service dans l'armée de terre jusqu'en 2014.

Polynésie française : le CA Jérôme Régnier et la frégate Vendémiaire au Japon

Mise à jour : 02/03/2012 12:21



Du 21 au 25 février 2012, le contre-amiral Jérôme Régnier, commandant la zone maritime de l'océan Pacifique (ALPACI) et commandant supérieur des forces armées en Polynésie française (COMSUP-FAPF) s'est rendu au Japon pour rencontrer des représentants du ministère de la défense japonais. Cette visite concordait avec l'escale dans le port de Sasebo de la frégate de surveillance *Vendémiaire*.

Ce déplacement a permis à ALPACI de s'entretenir avec les autorités militaires japonaises : le général Iwata, major général des armées, l'amiral Sugimoto, chef d'état-major de la marine et le contre-amiral Ikeda, sous-chef opérations de la marine ainsi qu'avec des chercheurs du National Institute for Defense Studies (NIDS). Lors de ces entretiens, les deux parties ont discuté de la situation régionale et des enjeux de défense et de sécurité de la sphère Asie-Pacifique. L'escale du *Vendémiaire* à Sasebo a été l'occasion pour l'amiral Régnier et le commandant de la frégate de

rencontrer le vice-amiral Katoh, préfet maritime de Sasebo.

Les autorités japonaises ont exprimé leur intérêt pour les exercices avec les bâtiments français durant leurs escales. Suite à l'appareillage du *Vendémiaire*, des exercices tripartites d'évolutions en mer et de communication se sont déroulés avec une frégate japonaise et un chasseur de mines américain. Les FAPF mènent dans leur zone de responsabilité de nombreux exercices bilatéraux et multilatéraux dans le cadre de la coopération régionale.

Sources : EMA

Droits : Ministère de la Défense et des anciens combattants

La France et la Libye renforcent leur coopération militaire

26 février 2012 – 10:38



Après la chute du régime du colonel Kadhafi à laquelle la France a pris une large part dans le cadre de l'opération Unified Protector dirigée par l'Otan, Paris et Tripoli ont convenu, le 25 février, de renforcer leur coopération militaire à l'occasion d'une visite du ministre français de la Défense, Gérard Longuet, aux nouvelles autorités libyennes.

Ainsi, une « lettre d'intention de coopération bilatérale » a été signée. Cette dernière prévoit l'instauration d'une commission mixte franco-libyenne portant notamment sur le contrôle des frontières. « La position de la Libye, trait d'union entre l'Afrique et la Méditerranée, en fait un territoire exposé » a expliqué Gérard Longuet, lors d'une conférence de presse. « Il est de l'intérêt de tous que le trafic des hommes, des armes ou de la drogue soit neutralisé » a-t-il ajouté.

Ce volet de la coopération franco-libyenne passera par l'utilisation d'avions, de satellites, de radars et de systèmes optiques ainsi que par la formation d'officiers libyens. En outre, le groupe EADS devrait profiter de cet accord grâce à ses systèmes de surveillance des frontières, qu'il a déjà notamment vendus à l'Arabie Saoudite en 2009.

Au niveau des forces aériennes, il a été convenu que la France remettra en état de vol les Mirage F1 BD/ED libyens, acquis à 32 exemplaires au cours des années 1970. La remise à niveau d'une douzaine d'avions avait déjà fait l'objet d'un contrat de 100 millions d'euros en 2007.

Mais au moment de l'insurrection libyenne, en février 2011, seulement 4 appareils avaient bénéficié d'un retrofit. Et, à priori, il n'est donc pas question, du moins pour le moment, de revendre à la Libye les Mirage F1 appelés à être retirés du service en France.

Enfin, Paris et Tripoli vont aussi renforcer leur coopération en matière de sécurité maritime, des plongeurs libyens devant être formés par la Marine nationale.

Cette dernière a d'ailleurs commencé à oeuvrer en Libye dès la fin des opérations de l'Otan, le 31 octobre dernier, avec des missions de « dépollution » (démunage, ndlr) des ports libyens confiées au Bâtiment Base de plongeurs démineurs « Achéron », puis au chasseur de mines de type tripartite « Céphée ». Récemment, l'avis « Commandant Bouan » a fait escale à Tripoli puis à Benghazi.

Photo : L'Aviso Cdt Bouan à Tripoli (c) EMA

D'autres Mirage F1 pour l'armée libyenne?

24 février 2012 – 16:25

Que vont devenir les Mirage F1 de l'escadron 2/33 Savoie après leur retrait du service en 2014? En janvier 2011, il était question [d'en revendre une partie à l'Irak](#). C'est du moins ce qu'avait affirmé Boris Boillon, alors ambassadeur de France à Bagdad à l'époque.

« L'Irak doit protéger sa souveraineté et pour ce faire, la France a proposé de vendre 18 Mirage F1 rétrofités qui peuvent être livrés dès la fin 2011 et immédiatement opérationnels, car beaucoup de pilotes irakiens ont été entraînés dans le passé sur ce type d'appareils » avait-il expliqué.

Quelques mois plus tôt, il avait été aussi question, [d'après la lettre spécialisée TTU](#), de vendre quelques Mirage F1 à l'US Air Force, afin de les utiliser comme avions « agresseurs » lors d'exercices de type Red Flag.

Finalement, ces Mirage F1 pourraient bien prendre une toute autre destination, à savoir la Libye. Ainsi, le ministre français de la Défense, Gérard Longuet, doit effectuer un déplacement à Tripoli les 25 et 26 février. Et il sera bien évidemment question de vente d'armes...

« Pour la défense, un grand espoir est mis dans un contrat de surveillance des frontières pour EADS. Mais on cite aussi l'entretien des Mirage F1 livrés à Mouammar Kadhafi par Dassault dans les années 1970 (...). On évoque déjà la vente d'autres Mirage F1, dont l'armée française se défait » apprend on à la lecture du quotidien Le Monde ([édition du 23 février](#)).

Au cours des années 1970, 32 Mirage F1 BD/ED furent livrés aux forces aériennes libyennes. Mais en raison de l'implication du régime du colonel Kadhafi dans des actes de terrorisme et de l'embargo qui fut imposée à la Libye, leur maintenance avait été abandonnée. Ce n'est qu'en 2007 qu'un contrat de remise à niveau pour 12 appareils fut signé pour un montant de 100 millions d'euros.

Lors de l'insurrection libyenne, seulement 4 avions avaient été remis en état. Par la suite, deux Mirage F1 se posèrent à Malte, leur pilote ayant décidé de faire défection. Ces appareils ont récemment été remis aux nouvelles autorités installées à Tripoli. Reste à savoir ce qui est arrivé

aux deux autres. L'un d'eux [aurait été abattu](#) vers Brega, le 3 mars 2011 par les opposants au colonel Kadhafi.

Quoi qu'il en soit, si cette vente de Mirage F1 est confirmée, il restera à voir le sort qui sera réservé aux Mirage 2000-9 actuellement en service au sein des forces aériennes des Emirats arabes unis et dont la reprise est l'une des conditions pour qu'Abu Dhabi passe commande de 60 Rafale auprès de Dassault Aviation. Et la Libye avait justement été évoquée comme une potentielle destination de ces appareils.

Liban : des réductions de printemps

La France va réduire son dispositif au Liban d'au moins 400 postes, sur les 1.300 actuels, à l'occasion de la relève qui interviendra d'ici l'été. L'**EMA** se garde bien de communiquer sur ce sujet éminemment sensible, puisque c'est la France qui a impulsé une revue stratégique du dispositif global dans le pays, et que c'est l'**ONU** qui est à la manœuvre.

Les augures de New-York devaient rendre leur verdict en janvier, comme ce blog vous en avait parlé, mais le processus a bien glissé, et on ne s'attend pas à des communications officielles avant le début du mois de mars (la fin février étant proche...)

Derrière les silences, la réalité est là : les troupes doivent se préparer à un déploiement, sur un théâtre qui est jugé à peine moins sensible que l'Afghanistan. Les attaques récurrentes contre les soldats français sont là pour le rappeler.

Le parcours normé par le **CFT** comprend une mise en conditions opérationnelles (MCO) passant par Mailly.

Et les volumes qui passent sont plus légers que prévu. On ignore encore précisément sur quoi (qui) se feront les économies, mais sans doute sur l'infanterie (fournie par le **RMT**), le génie (**13e RG**) et les insérés à l'état-major de la FINUL.

Le mouvement de réduction est inéluctable : le général **Georgelin** avait été le premier à enclencher le mouvement, en retirant les navires français du dispositif en mer, le jugeant inutile. Son successeur avait estimé quant à lui que la FINUL II était allé au bout de sa logique militaire.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [2/27/2012 11:39:00 AM](#)

Nexter cherche à nouer des alliances en Europe

29 février 2012 – 13:36

Dans un marché concurrentiel marqué par des prix tirés vers le bas par de nouveaux acteurs venus des pays émergents, Nexter, le spécialiste français de l'armement terrestre a vu, en 2011, son chiffre d'affaires reculer de 225 millions par rapport à l'exercice précédent pour s'établir à 851 millions d'euros.

Cette baisse du chiffre d'affaires, anticipée par Nexter, s'explique notamment par la fin des livraisons à l'armée française des systèmes d'artillerie Caesar. Cela étant, les fondamentaux du groupe d'armement sont plutôt bons.

Ainsi, pour la sixième année consécutive, la marge opérationnelle consolidée de Nexter est supérieure à 10%. Lié en partie au chiffre d'affaires, le résultat net est aussi en repli pour s'établir à 114 millions d'euros mais ce chiffre « tient compte d'un niveau élevé de dépenses consacrées à la recherche et au développement » de sa gamme de produits et services, fait valoir le groupe.

D'autre part, les prises de commande ont progressé pour passer de 601 millions d'euros en 2010 à 633 millions, dont « 38% ont été réalisées à l'exportations et 68% par le pôle systèmes du groupe ». Trois d'entre elles ont représenté 400 millions d'euros.

Au total, le carnet de commande de Nexter s'élève à 2,6 milliards d'euros, ce qui représente trois ans d'activité. Pour autant, la priorité de l'ancien Giat Industries est de gagner des parts de marché à l'exportation. D'où le lancement du plan « Grand large », lequel vise à réduire de 25% les coûts de revient pour gagner en compétitivité, et le lancement de nouveaux produits.

« Il y a une dizaine, une quinzaine d'années, nous étions très centrés sur les plates-formes, les armes, les munitions, a dit Philippe Burtin. Notre ambition est maintenant de faire de Nexter le fournisseur des forces terrestres pour tout ce qui peut les équiper en termes de systèmes, produits et services » a expliqué le le PDG de Nexter, Philippe Burtin, à Reuters.

Cela étant, même si cette politique semble porter ses fruits, Nexter cherche à nouer des alliances en Europe. C'est un serpent de mer, l'industrie de l'armement terrestre française (qui compte 4 acteurs si l'on ajoute Renault Trucks Defense, Panhard et Thales) a besoin de se restructurer afin de faire face à une forte concurrence dans le secteur.

Jusqu'à présent, les tentatives de rapprochement entre les différents groupes n'ont pas été concluantes, loin de là, notamment à cause du fait que le capital de Nexter est verrouillé par l'Etat, ce qui n'empêche le fabricant du char Leclerc de nouer des partenariats ponctuels, comme il l'a récemment fait avec Renault Trucks Defense (RTD) pour proposer conjointement un successeur au VAB de l'armée de Terre.

Toutefois, les choses commencent à évoluer, avec l'idée de faire fusionner la division munition de Nexter avec TDA, la filiale de Thales, afin de faire naître un ensemble qui pèserait 250 millions de chiffre d'affaires par an. En échange, l'électronicien prendrait 25% du capital de l'ancien Giat Industries.

Mais ce n'est semble-t-il pas tout. Ainsi, pendant que RTD et Panhard négocient leur éventuel rapprochement, Philippe Burtin a confié à Reuters que Nexter est en train de discuter avec les groupes allemands Rheinmetall et Krauss-Mattei Wegmann (KMW) ainsi qu'avec l'italien Oto Melara (filiale de Finmeccanica) et le finlandais Patria.

« Très clairement, face à une telle pression des pays émergents, la consolidation doit se développer – aussi bien la consolidation en France que des regroupements en Europe, a déclaré Philippe Burtin. L'ambition de Nexter est de participer à la consolidation en France et de préparer une alliance majeure en Europe » a expliqué le patron de Nexter.

Reste à voir quelle tournure prendront les discussions dans lesquelles le groupe français est engagé. Il y a quelques semaine, le ministre de la Défense, Gérard Longuet, a indiqué que la « privatisation totale de Nexter n'était pas à l'ordre du jour » et que l'Etat avait « la ferme volonté de rester le patron dans cette entreprise ».

29.02.2012

Nexter: 3 ans d'avance dans le carnet de commandes



Nexter a publié hier ses résultats pour [l'exercice 2011](#). Trois chiffres à retenir:

- 851 M€ de chiffres d'affaires
- 6e année de bon résultat opérationnel qui se situe à 11,5%
- 3 ans d'activité avec des commandes dont la valeur est de 2,6 milliards d'euros.

Le groupe poursuit la diversification de ses activités. Il s'oriente en particulier vers les services. Attendons le rapport annuel pour avoir une vue plus précise des commandes (peut-être en saura-t-on plus sur les 73 Aravis saoudiens commandés "la semaine dernière" selon le PDG de Nexter et sur les perspectives d'une seconde commande, ainsi que sur le rapprochement avec Thales qui devrait être finalisé d'ici à l'été?).

Nexter en lice pour fournir 700 VBCI aux Emirats arabes unis

1 mars 2012 – 18:36

Ne pouvant pas toujours compter sur le marché français pour alimenter son carnet de commandes, le groupe d'armement terrestre Nexter doit obtenir des contrats à l'exportation. D'où le lancement du plan « Grand Large » et la nécessaire réduction des coûts de production pour contrer la concurrence, et notamment celle des pays émergents.

Cela sera-t-il suffisant? En attendant, le groupe doit livrer 73 véhicules blindés Aravis à l'Arabie Saoudite et il n'est pas exclu qu'une autre commande soit passée ultérieurement. Déjà présent dans le royaume saoudien avec le Caesar (Camion équipé d'un système d'artillerie), Nexter entend également y placer des canons 105 LG (Light Gunner).

Mais ce n'est pas tout. En Inde, l'ancien Giat Industries [s'est allié](#), en septembre dernier avec le groupe Larsen & Toubro afin de soumettre le Trajan, un dérivé du Caesar, à un appel d'offres lancé pour la 5e fois en janvier 2011 par New Delhi et portant sur l'achat de canon tractés de 155mm/52 calibres.

Outre le CAESAR, qui est par ailleurs en piste en Malaisie, Nexter peut aussi compter sur le VBCI (Véhicule blindé de combat d'infanterie). Cela étant, vu le nombre de concurrents sur le segment de ce véhicule blindé, la tâche s'annonce compliquée.

Quoi qu'il en soit, le VBCI a été proposé au Canada (138 véhicules) qui devrait annoncer son choix d'ici l'été prochain, après avoir tranché entre la chenille et la roue (vieux débat...). Mais la plus grosse commande pourrait venir des Emirats arabes unis, par ailleurs déjà clients du char Leclerc. Là, c'est la livraison de 700 véhicules qui est en jeu.

Selon les termes de l'appel d'offres lancé par Abu Dhabi, l'industriel retenu devra créer avec Tawazun, une filiale du fonds souverain émitati, une coentreprise qui sera chargée de l'assemblage des véhicules sur place. Car pour les Emirats, il s'agit d'une occasion pour créer une filière locale dans le secteur de l'armement terrestre.

Aussi, cette procédure lancée par Abu Dhabi est à prendre avec beaucoup de précautions. « Nous répondons à cette offre avec intérêt et prudence car cette société commune sera appelée à produire des blindés proches des nôtres qui auraient vocation à être commercialisés dans d'autres pays de la région » a expliqué Philippe Burtin, le PDG de Nexter.

Un disque dur volé chez Nexter

2 mars 2012 – 10:41

Après le vol de l'ordinateur portable d'un responsable d'Airbus Military contenant des données ayant un rapport avec l'avion de transport militaire A400M et celui d'une malette d'un cadre de Dassault Aviation commis début février à la Gare du Nord, voici une nouvelle affaire qui concerne cette fois-ci le groupe d'armement terrestre Nexter.

[Selon le Parisien](#), un disque dur externe d'une capacité d'un téra-octets a été dérobé dans des locaux appartenant à l'ancien Giat Industries situés dans le quartier de Satory, à Versailles, où sont élaborés des programmes informatiques destinés aux blindés.

Visiblement, le vol a mis du temps à être constaté car les faits se seraient produits entre le 23 décembre et le 17 février. Et ce n'est que la semaine passée qu'un responsable de Nexter a déposé une plainte.

Le disque dur en question contenait des sauvegardes de logiciels d'une valeur estimée à 2 millions d'euros. Il se trouvait dans une armoire d'une salle informatique dont l'accès se fait à l'aide d'un badge sécurisé. Seulement, le local avait été ouvert entre le 26 et le 28 décembre pour des travaux.

Selon une source proche de ce dossier, le lien avec une éventuelle affaire d'espionnage industriel n'est pas encore établi. Il est aussi possible que le disque dur ait été dérobé pour ce qu'il est et non pas pour son contenu.

28.02.2012

Les soldats burundais de l'AMISOM équipés de casques et gilets pare-balles français

La France a fait don de 890 ensembles balistiques - casques et de gilets pare-balles - aux militaires burundais participant à la Mission de l'UA en Somalie (AMISOM).

"Ce sont des matériaux modernes, c'est ce qu'utilise l'armée française en Afghanistan. Ce sont des casques en kevlar et des gilets pare-balles en multifibres avec un T-shirt tout à fait spécial. Ce sont donc des produits de haute technologie même si ce sont des vêtements de protection", a indiqué le général Jean-Jacques Toutous, commandant des forces françaises au Gabon,



qui s'est rendu à Bujumbura pour une cérémonie de remise des équipements. (PS: Je ne suis pas sûr que l'on utilise encore ce modèle en Afghanistan. D'ailleurs s'agit-il de S3?)

[Selon le MAE français](#), « ces équipements mis à disposition par la France en réponse à une demande de moyens exprimée par le 1er Vice-président de la République du Burundi en octobre 2011, sont livrés dans le cadre du concept de renforcement des

capacités africaines de maintien de la paix (RECAMP). Ils doivent permettre à la Force de Défense Nationale de finaliser la projection en Somalie du bataillon additionnel, le 6e du contingent burundais au sein de l'AMISOM, portant ainsi la participation du pays à 5400 hommes. »

Le Burundi dispose de cinq bataillons dans l'AMISOM.

01.03.2012

874 millions de dollars pour le soutien et la maintenance des drones US



Joli contrat qu'ont décroché [AAI Corporation](#), [CSC](#) (Computer Sciences Corp.) et [Insitu Inc.](#)! Ces trois sociétés spécialisées dans le développement (Insitu par exemple développe les

ScanEagle) et la maintenance d'UAV vont se partager 874 millions de dollars pour assurer la maintenance des drones américains.

Le type de drones n'est pas spécifié, pas plus que la localisation des sites ou pays où auront lieu les travaux. On sait seulement (voir la notification ci-dessous) que le contrat comporte deux parties distinctes: l'une pour des drones embarqués (sea based) et l'autre pour des drones basés à terre (land based). Drones du DoD mais aussi appartenant à d'autres agences US encore une fois non précisées.

L'US Air Force annule sa commande de 20 Super Tucano, le Brésil proteste

2 mars 2012 – 13:38

Le 30 décembre dernier, et dans le cadre d'un appel d'offres visant à acquérir des avions d'attaque légers afin d'équiper les forces aériennes afghanes, l'US Air Force a attribué un contrat de 355 millions de dollars au tandem constitué par la société américaine Sierra Nevada et le constructeur aéronautique brésilien Embraer pour livraison de 20 AC-29 Super Tucano.

Seulement, les conditions d'attribution de ce contrat ont été contestées par Hawker Beechcraft, qui avait alors soumis l'AT-6 Texan II. Selon ses dires, le constructeur établi à Wichita (Kansas) n'aurait pas été informé en temps et en heure de la décision prise par l'US Air Force d'écarter son appareil, le courrier lui étant parvenu après le délai pendant lequel il aurait pu faire des observations.

D'où sa menace de saisir la Cour américaine des réclamations fédérales et le Government Accountability Office (l'équivalent de la Cour des comptes) et son activisme auprès des parlementaires pour faire casser le contrat.

« Cette décision nous déconcerte. (...) Cela fait deux ans que nous travaillons de près avec l'USAF. Nos partenaires et nous avons investi plus de 100 millions de dollars pour pouvoir répondre aux critères de l'USAF » avait alors fait valoir Hawker Beechcraft.

Finalement, l'US Air Force a annoncé, le 28 février, à la fois l'annulation pure et simple de la commande des 20 AC-29 Super Tucano et le lancement d'une nouvelle procédure. Son chef d'état-major, le général Norton Schwartz, s'est dit « embarrassé » par cette affaire, qui vient alors que le Pentagone s'est engagé à réformer le processus de ses acquisitions après plusieurs ratés, dont l'appel d'offres concernant le choix des futurs avions ravitailleurs de l'aviation américaine.

L'officier a également fait indiqué qu'il serait « profondément déçu » s'il est avéré que la procédure a été bâclée par ses services et exprimé ses regrets au sujet du retard que cette annulation va causer pour les livraisons « vitales » d'avions d'attaque légers à aux forces aériennes afghanes.

Quoi qu'il en soit, si l'annulation du contrat a redonné de l'espoir à Hawker Beechcraft, elle a été très mal accueillie par Brasilia, au point que, selon une source gouvernementale brésilienne, elle sera « prise en compte dans la décision concernant l'attribution » de l'appel d'offres FX-2, auquel prend part le F-18 de Boeing, le Gripen de Saab et le Rafale de Dassault Aviation. Et pour le gouvernement brésilien, cela ne « contribue pas à approfondir les relations entre les deux pays dans le domaine de la défense ».

Hasard ou pas, la décision d'annuler la commande de 20 AC-29 Super Tucano a été prise quelques jours après des déclarations faites par des responsables brésiliens. « Dilma Rousseff et

ses principaux conseillers sont convaincus que l'offre de Dassault Aviation de vendre au moins 36 Rafale est meilleure que celles de ses deux concurrents » avaient-il affirmé le 13 février dernier. Cependant, le numéro deux de la diplomatie américaine, William Burns, actuellement en visite au Brésil, a estimé que les deux dossiers « ne sont pas liés ».

L'hélicoptère dernier cri V-22 bientôt en Israël

?

Mardi 28 février 2012



Un haut-gradé américain a indiqué qu'**Israël**, le **Canada** et les **Emirat** devraient être les premiers pays à acheter le V-22, cet appareil mi-hélicoptère mi-avion à décollage vertical doté de 2 moteurs à hélice. Israël a certes manifesté un intérêt pour cet hélicoptère, mais n'a pas encore reçu de proposition de prix. En attendant, les fabricants tentent de réduire les coûts de production.

Le développement d'un canon électromagnétique pour l'US Navy entre dans une nouvelle phase

1 mars 2012 – 17:12

Depuis 2007, l'Office of Naval Research (ONR), l'organisme de recherche de l'US Navy travaille sur un projet de canon électro-magnétique. Le principe d'une telle arme, encore appelée Railgun, repose sur la force de Laplace.

Il s'agit de placer un projectile conducteur entre deux rails alimentés en électricité. La force électro-magnétique créée par ce courant électrique d'une grande intensité lui fait alors subir une grande accélération, laquelle va l'éjecter du canon.

http://www.youtube.com/watch?v=-uV1SbEuzFU&feature=player_embedded#!

Un essai réalisé en décembre 2010 par l'ONR au Naval Surface Warfare Center de Dahlgren avait été concluant. La puissance du tir fut mesurée à 33 mégajoules et le projectile avait atteint la vitesse de Mach 5 avant de retomber 200 km plus loin.

Désormais, il s'agit de passer à l'étape supérieure et de développer un canon électromagnétique capable de tirer des salves de 6 à 10 projectiles et pouvant bien évidemment être montés à bord d'un navire. A cette fin, BAE Systems et General Atomics ont été chargés, pour 10 millions de dollars chacun, de concevoir un démonstrateur industriel.

Depuis le mois de février, le démonstrateur imaginé par BAE Systems, d'une puissance pouvant atteindre les 32 mégajoules, est en cours d'évaluation à Dahlgren, tandis que celui développé par General Atomics doit subir le même sort à partir d'avril prochain.

L'US Navy entend équiper ses futurs destroyers de la classe DDG-1000 Zumwalt avec ce type d'arme. Ces navires, actuellement en cours de construction, ont été conçus de manière à avoir la capacité de canaliser leur énergie électrique pour un besoin spécifique, comme par exemple la mise en oeuvre d'un canon électro-magnétique.

L'un des avantages de cette arme est qu'elle permettra d'améliorer la sécurité à bord des navires qui en seront dotés, étant donné qu'il n'y aura plus besoin, à bord, de poudre et de matières chimiques pour tirer des obus traditionnels. Un autre concerne la portée. Si un destroyer est en mesure d'envoyer un projectile jusqu'à 220 nautiques, comme le souhaite l'US Navy, alors il aura plus de chances d'échapper à une éventuelle riposte.

Le Railgun devrait mis en service à l'horizon 2020-2025. Mais selon Roger Ellis, le directeur de ce programme au sein de l'ONR, les planificateurs de la marine américaine souhaitent que cela se fasse plus tôt.

Russie: le radar de Kaliningrad opérationnel dès 2014



Russie: le radar de Kaliningrad opérationnel dès 2014

© RIA Novosti. Aleksandre Uriev, **KALININGRAD, 29 février**

La station radar Voronej-DM implantée dans la région de Kaliningrad (ouest) sera pleinement opérationnelle dès 2014, a déclaré mercredi aux journalistes le vice-premier ministre russe Dmitri Rogozine.

"Cette nouvelle station, qui fonctionne à présent en régime d'essai, sera lancée à plein régime opérationnel dans deux ans", a fait savoir M.Rogozine qui se trouve en visite à Kaliningrad.

Le 23 novembre 2011, le président russe Dmitri Medvedev a dressé une liste des mesures à entreprendre en riposte à l'implantation d'un bouclier antimissile américain en Europe, dont le déploiement d'une station radar et de missiles de type Iskander dans la région de Kaliningrad.

Le radar de Kaliningrad sera capable de contrôler jusqu'à 500 cibles dans un rayon de 6.000 km. Selon M.Rogozine, les autorités russes mettent tout en œuvre afin d'assurer le déploiement de radars de ce type dans plusieurs régions du pays.

"Si en 2020 des navires de l'Otan avec des éléments du bouclier antimissile sont déployés dans les mers du Nord (...) nous ferons tout notre possible pour que le pays se sente en sécurité", a indiqué M.Rogozine.

Bouclier US: la Russie saura se faire écouter (Poutine)

Dossier: Bouclier antimissile américain en Europe



Vladimir Poutine

© RIA Novosti. Aleksei Nikolskii, **SAROV (ouest), 24 février**

La Russie ne manque pas de moyens pour amener les Etats-Unis à un dialogue plus constructif sur le bouclier antimissile en Europe, estime le premier ministre et candidat à la présidentielle Vladimir Poutine.

"Nous avons la possibilité de convaincre nos partenaires et collègues de déployer des efforts plus constructifs que ceux que nous avons vus jusqu'à présent", a-t-il déclaré lors d'une table ronde consacrée au développement du complexe militaro-industriel.

Selon M. Poutine, "de 2008 à 2011, les troupes russes ont reçu 39 missiles balistiques intercontinentaux, 2 nouveaux sous-marins, 12 systèmes de missiles tactiques Iskander et d'autres types de matériel de guerre".

Le chef du gouvernement a cité en premier lieu les missiles Topol-M et Iars. S'agissant du missile naval Boulava, il rappelle que les problèmes constatés au départ avaient été résolus et que cette arme balistique équiperait désormais les sous-marins nucléaires Iouri Dolgorouki et Alexandre Nevski.

Evoquant la situation dans les forces aériennes, le premier ministre a indiqué qu'elles "avaient reçu sept nouvelles bases" et que "28 aérodromes avaient été modernisés ces 20 dernières années".

"Il s'agit d'une infrastructure stratégique qui se développe en permanence. Plus de 30 escadrilles ont été dotées de nouveaux appareils", a souligné M. Poutine, précisant qu'il s'agissait de Su, de MiG et de Yak.

"Les troupes de DCE ont commencé à recevoir des systèmes S-400", a indiqué le premier ministre. Et d'ajouter que la Russie "avançait vers la création d'un nouveau système, S-500, assimilable par ses performances à une arme antimissile".

La Russie renonce aux achats de blindés à l'étranger (officiel)



Dmitri Rogozine

La Russie renoncera à acheter des véhicules blindés à l'étranger dans les meilleurs délais, a déclaré mardi le vice-premier ministre russe Dmitri Rogozine.

"Je pense que nous renoncerons bientôt à tout achat à l'étranger", a dit M. Rogozine intervenant devant les députés de la Douma (chambre basse du parlement russe).

Selon lui, le ministère russe de la Défense critique régulièrement le faible niveau de sécurité des blindés produits en Russie. Les producteurs nationaux prennent en considération ces réclamations et perfectionnent les véhicules en question, a-t-il souligné.

Les pays membres de l'Otan prêtent quant à eux une attention particulière au niveau de sécurité des blindés qu'ils achètent à l'étranger, a ajouté le responsable.

La Russie et l'Italie ont signé en décembre 2011 un contrat prévoyant la construction conjointe de 60 véhicules blindés Iveco à Voronej (450 km au sud de Moscou).

Les BPC russes seront lourdement armés

28 février 2012 – 17:10

Afin d'assurer leur protection, les Bâtiments de Projection et de Commandement (BPC) de type Mistral en service au sein de la Marine nationale disposent de deux systèmes de missiles sol-air SIMBAD et de 4 mitrailleuses Browning de 12,7 mm.

Pour la marine russe, qui attend 4 BPC – les deux premiers, le Vladivostok et le Sébastopol, seront construits en France pour être livrés en 2014 et en 2015 -, cet armement est insuffisant. C'est du moins ce qu'estime son commandant en chef, l'amiral Vladimir Vyssotski.

« Nous avons l'intention d'installer des systèmes de missiles pour mieux protéger le navire et d'augmenter le nombre d'hélicoptères de lutte anti-sous-marine » a-t-il indiqué, [le 16 février dernier](#). « Les Mistral qu'on construit pour la marine russe seront probablement équipés d'armes dotées d'ogives spéciales de conception russe » a-t-il ajouté, sans pour autant préciser ce qu'il entendait pas « ogives spéciales ».

Selon une source industrielle russe anonyme qui s'est confiée [à l'agence de presse Itar-Tass](#), il serait question d'équiper les BPC « de systèmes d'armes ultra-modernes », comme « des lanceurs de missiles de croisière supersoniques et des systèmes de défense anti-missiles, anti-aériens et anti-sous-marins ».

Ces précisions ont été confirmées par l'état-major russe. « Nous n'avons pas besoin de bâtiments de débarquement désarmés, comme ceux de la marine française. En fait, ces Mistral ne sont rien d'autres que de gros ferries avec des systèmes de commandement, de navigation, de reconnaissance et de communication. Ce sont des postes de commandement flottants vulnérables, qui doivent être protégés des attaques aériennes et navales par d'autres navires et l'aviation » a déclaré un porte-parole.

« Les BPC russes auront aussi à contrôler des forces comprenant des navires de surface, des sous-marins et des moyens aéronavals ou encore des groupes inter-armées et pas seulement à transporter des fusiliers marins avec leurs véhicules blindés, des hélicoptères ou des engins de débarquement » a-t-il poursuivi. « Ils doivent disposer de capacités d'attaque suffisante pour être des bâtiments multifonctions à part entière au sein de ces forces » a-t-il ajouté.

29.02.2012

Les Russes ne veulent pas de "gros ferries" mais des BPC puissamment armés



Selon mes confrères du blog [opex 360](http://opex360), la marine russe ne tient pas à ce que ses BPC ne soient que "de gros ferries avec des systèmes de commandement, de navigation, de reconnaissance et de communication". Ce sont, selon un porte-parole russe, "des postes de commandement flottants vulnérables, qui doivent être protégés des attaques aériennes et navales par d'autres navires et l'aviation".

Le 16 février, l'amiral Vyssotski avait effectivement déclaré: "Nous avons l'intention d'installer des systèmes de missiles pour mieux protéger le navire et d'augmenter le nombre d'hélicoptères de lutte anti-sous-marin. Les *Mistral* qu'on construit pour la Marine russe seront probablement équipés d'armes dotées d'ogives spéciales de conception russe" (cliquer [ici](#) pour lire l'article en français de *Ria Novosti*).

Le 27, c'était l'agence [Itar-Tas](http://itar-tas) qui citait d'autres sources russes expliquant que la marine voudrait embarquer une quinzaine d'hélicoptères *Ka-52 Alligator*, aux capacités anti-sous-marines, et équiper les BPC de missiles d'auto-défense (mer-mer et sol-air) et de systèmes anti-missiles. Вы поняли хорошо? (vous avez bien compris?)...

Les forces aériennes russes recevront 92 nouveaux chasseurs bombardiers SU-34 d'ici 2020

1 mars 2012 – 15:53



Le ministère russe de la Défense a annoncé, ce 1er mars, avoir notifié au constructeur aéronautique Sukhoï un contrat portant sur l'achat de 92 chasseurs-bombardiers de type Su-34 « Fullback ». Ces avions devront être livrés aux forces aériennes du pays d'ici 2020.

Il s'agit de l'un des plus importants contrats en matière d'avions de combat signé par la Russie au cours des vingt dernières années. Selon une source citée par l'agence Interfax, le montant de la transaction s'élèverait à 3 milliards de dollars.

Ces nouveaux appareils sont destinés à remplacer les Su-24 Fencer en service au sein des forces aériennes russes depuis les années 1970. Au cours de ces quatre derniers mois, trois appareils de ce type ont d'ailleurs été perdus, le dernier accident en date remontant au 13 février dernier.

Surnommé le « char volant » en raison de sa masse (45,1 tonnes avec les réservoirs pleins et ses munitions), le Su-34 « Fullback » est une version du Su-27 IB développé au début des années 1990. Ce biréacteur d'attaque est mis en oeuvre par un équipage de deux hommes, assis côte à côte dans le cockpit.

Doté d'un radar de détection passive Leninets, d'un radar de suivi de terrain, d'un système de guidage et désignation laser et de contre-mesures électroniques, le Su-34 peut évoluer à une altitude de 15.000 mètres, à une vitesse maximale de 1.800 km/h. Il est en mesure d'emporter jusqu'à 8 tonnes de charges extérieures (bombes, missiles air-sol et air-air d'autodéfense) et dispose d'un canon de 30 mm avec 150 obus ainsi que d'un blindage de 17mm.

Par ailleurs, la Marine russe devrait recevoir ses quatre premiers MiG-29 KUB à compter de 2013. « Tous les chasseurs embarqués de ce type, dont le nombre est spécifié dans le contrat signé entre le ministère de la Défense et le consortium MiG, seront mis à la disposition de la Flotte du Nord d'ici 2015 » a précisé, le 29 février, un porte-parole du ministère russe de la Défense. Ces appareils, commandés au nombre de 24 exemplaires, seront affectés au porte-avions « Admiral Kouznetsov ».

Marine russe: les premiers MiG-29 embarqués livrés dès 2013

© RIA Novosti. Anton Denisov, **MOSCOU, 29 février**



MiG-29

Les quatre premiers chasseurs embarqués MiG-29/KUB seront livrés aux forces navales russes en 2013, a annoncé mercredi aux journalistes un porte-parole du ministère russe de la Défense. "La Marine russe recevra les quatre premiers avions MiG-29KUB dès 2013. Tous les chasseurs embarqués de ce type, dont le nombre est spécifié dans le contrat signé entre le ministère de la Défense et le consortium MiG, seront mis à la disposition de la Flotte du Nord d'ici 2015", a indiqué le porte-parole.

Selon lui, six mois avant la livraison des chasseurs, les pilotes de l'Aviation navale russe suivront un entraînement approprié.

Le ministère de la Défense et le groupe de construction aéronautique MiG ont signé un contrat prévoyant la livraison de 20 chasseurs embarqués MiG-29K et quatre MiG-29KUB. Ces appareils équiperont le croiseur porte-avions Admiral Kouznetsov, rattaché à la Flotte du Nord.

Il s'agit d'appareils multi-rôles, destinés à assurer la maîtrise aérienne et à remplir différentes missions de combat de jour comme de nuit, dans toutes les conditions météorologiques.

Un lot de chasseurs MiG-29K et MiG-29KUB a été livré à l'Inde à la fin de 2011.

La Corée du Nord annonce la suspension de ses activités nucléaires en échange d'une aide alimentaire

1 mars 2012 – 12:20

Le moins que l'on puisse dire est que le régime nord-coréen est déconcertant. A peine une semaine après avoir menacé de lancer une « guerre sacrée » contre Séoul à l'approche des manœuvres militaires Key Resolve et Foal Eagle, menées conjointement par la Corée du Sud et

les Etats-Unis, Pyongyang a annoncé, le 29 février, un moratoire sur ses activités nucléaires en échange d'une aide alimentaire américaine.

Concrètement, le régime nord-coréen a accepté de suspendre ses essais nucléaires et l'enrichissement d'uranium, ainsi que les tirs de missiles balistiques. Sans oublier l'autorisation donnée aux inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de revenir sur le site du réacteur de Yongbyon. Et cette décision permettra la reprise des négociations à six (Corée du Nord, Corée du Sud, Etats-Unis, Japon, Chine, Russie).

Cette décision n'est pas sans contrepartie. En effet, dans le même temps, les Etats-Unis fourniront à la Corée du Nord 42.000 tonnes d'aides alimentaires pendant un an. D'après la diplomatie américaine, il s'agira avant tout de produits destinés aux enfants pour éviter qu'ils soient détournés au profit de l'armée nord-coréenne.

Quand l'on sait que le taux de malnutrition est, selon le Programme alimentaire mondial (PAM) de 40% en Corée du Nord, l'on comprend mieux l'accord accepté par le régime de Pyongyang, d'autant plus que ce dernier a promis de donner l'image d'une « nation puissante et prospère » à l'occasion des commémorations du centenaire de son fondateur, Kim Il-Sung, lesquelles doivent avoir lieu le 15 avril prochain.

Cette annonce vient aussi plus de deux mois après la mort de Kim Jong-Il et l'arrivée au pouvoir de son fils, Kim Jong-Un. Aussi, cet accord viserait aussi à stabiliser la situation interne nord-coréenne afin d'assurer dans de meilleures conditions la transition dynastique.

Côté américain, la décision de Pyongyang arrive au bon moment pour Barack Obama, qui devra défendre son fauteuil de président cette année. En clair, Washington espère ainsi éviter une nouvelle crise dans la péninsule coréenne en pleine période électorale. Et qui plus est, cet accord peut passer pour un succès de l'administration de l'actuel locataire de la Maison Blanche.

Cela étant, ce n'est pas la première fois que Pyongyang accepte de suspendre ses activités nucléaires. En 1994, déjà, l'ancien président américain, Jimmy Carter, avait négocié un accord du même genre. Il s'agissait à l'époque de fournir à la Corée du Nord une aide économique ainsi que des centrales à eau légère à vocation civile en échange de l'arrêt de son programme nucléaire militaire. Ce que Pyongyang n'a finalement pas fait puisque ce dernier s'est poursuivi dans la clandestinité.

En 2005, la Corée du Nord avait, là encore, promis d'abandonner « toutes ses armes nucléaires et les programmes nucléaires en cours », même civils, toujours en échange d'une aide économique. Mais un an plus tard, le régime nord-coréen procédait à son premier essai nucléaire, suivant d'un second, en 2009, après avoir accepté, en février 2007, de démanteler son réacteur de Yongbyon.

L'Arabie saoudite a commandé 73 véhicules blindés Aravis

29 février 2012 – 17:07



Le PDG de Nexter, Philippe Burtin, a confirmé, ce 29 février, l'existence d'une commande passée par l'Arabie Saoudite portant sur 73 véhicules blindés de reconnaissance Aravis. Ce contrat avait été évoqué la semaine dernière par Laurent Collet-Billon, le Délégué général à l'armement (DGA). Traditionnellement, le royaume saoudien est une chasse gardée des industriels anglo-saxons, et [en particulier américains](#).

« Nous avons enregistré la semaine dernière une commande ferme de 73 Aravis », a ainsi déclaré Philippe Burtin, lors de la conférence de presse concernant la présentation des résultats de son groupe pour l'année 2011. « C'est la seule commande entrée en carnet » a-t-il ajouté. Du moins pour le moment car des discussions sont en cours pour « répondre à de nouveaux besoins ». Il serait question de 191 véhicules supplémentaires.

Le montant du contrat saoudien n'a pas été précisé. Cela étant, si l'on se base sur [la commande de 20 millions d'euros pour 15 Aravis](#) passée en 2009 par la DGA afin d'équiper les unités du Génie de l'armée de Terre, on peut l'estimer à près de 100 millions d'euros.

Développé sur fonds propres, l'Aravis a été présenté pour la première fois à l'occasion de l'édition 2008 du salon Eurosatory. Ce véhicule multimissions 4x4 de 12,5 tonnes a été conçu pour résister aux projectiles de 14,5 mm et aux engins explosifs improvisés. Doté d'un tourelleau téléopéré armé d'une mitrailleuse 12,7 mm, il est monté sur une châssis Unimog avec un moteur Mercedes. Aérotransportable, il est équipé de 7 caméras périphériques.

Le Japon pourrait revenir sur sa commande d'avions F-35

29 février 2012 – 15:30

A l'issue d'un appel d'offres visant à acquérir une quarantaine d'avions de combat afin de remplacer à compter de 2016 les F-4 Phantom actuellement en service au sein de ses forces aériennes d'auto-défense, le Japon annonçait, en décembre dernier, avoir retenu le F-35 Lightning II de Lockheed-Martin aux dépens du F-18 Super Hornet de Boeing et l'Eurofighter. Le montant de la commande avait alors été estimée à plus de 6 milliards de dollars.

Depuis, le Pentagone, contraint à faire des économies, a annulé la livraison de 13 F-35 prévue en 2013 et repoussé l'achat de 179 autres appareils jusqu'en 2017. Cette décision a en partie été motivée par les retards du programme Joint Strike Fighter, dans le cadre duquel cet avion est développé, mais aussi par l'augmentation de son coût (+77% depuis 2002).

Dans le même temps, l'Italie, confrontée à une crise liée à sa dette publique, a réduit de 30% sa commande initiale de F-35. A l'opposé, la semaine passée, la Turquie, par la voix de son ministre de la Défense, a confirmé son intention de commander 100 appareils de type, dont deux devraient être livrés en 2015, pour un montant total de 16 milliards de dollars.

Cependant, les annulations ou les reports de commandes auront de toute façon un impact sur le prix unitaire du F-35. D'ailleurs, Lockheed-Martin a d'ores et déjà averti qu'il allait revoir à la hausse les tarifs de son appareil, encore en cours de développement.

Et justement, pour le gouvernement nippon, il n'est pas question de dépenser plus que ce qu'il avait été initialement prévu pour les futurs avions de sa force aérienne d'auto-défense. Ainsi, le ministre japonais de la Défense, Naoki Tanaka a prévenu que son pays annulerait sa commande de F-35 en cas d'augmentation de leur prix ou de retard dans leur livraison.

La position affichée par le Japon est nettement plus dure que celle défendue jusqu'à présent par le Canada, où le gouvernement de Stephen Harper a simplement indiqué qu'il respecterait le budget prévu pour acquérir les avions de Lockheed-Martin, malgré la hausse attendue du Joint Strike Fighter. « Et nous offrirons à nos hommes et à nos femmes les meilleurs appareils possible, qui sont, selon moi, les F-35 Lightning de cinquième génération » a récemment déclaré Peter MacKay, le ministre canadien de la Défense.

29.02.2012

MRAP: la Chine achète en Afrique du Sud et revend aux Africains



Dans le palmarès du SIPRI (voir [mon post d'hier](#)) ne figure aucune société chinoise ; ce n'est pas leur manque de dynamisme commercial qui les prive de figurer dans la liste des grandes équipementiers militaires, mais bien l'absence de données objectives et précises.

Plutôt que de tenter de donner une estimation du montant des ventes d'armes chinoises, je préfère procéder de façon empirique et partir d'un exemple. Celui des MRAP, ces véhicules « très tendance » en Irak et Afghanistan et qui ont sauvé la vie à bien des soldats qui se trouvaient à l'intérieur.

En 2010, [Mobile Land Systems](#), une PME sud-africaine, a signé un contrat avec [Poly Technologies](#), compagnie chinoise spécialisée dans l'importation et l'exportation de matériels militaires. Mobile Land Systems venait de développer son propre MRAP : le *Caprivi-MK1*. Mobile Land Systems proclamait alors sur son site : « We are prepared to build these vehicles anywhere in the world » (nous sommes prêts à construire ces véhicules n'importe où dans le monde). Pourquoi pas en Chine ?



Une première commande chinoise a porté sur 11 véhicules (montant 5 millions de dollars). Deux exemplaires ont été produits en Afrique du Sud, les neuf suivants, sous supervision de MLS (photo ci-dessus), dans l'usine de Chongqing de ChangAn Industries, une entreprise spécialisée dans les véhicules terrestres à qui Poly Technologies avait confié la fabrication des MRAP. Le contrat suivant prévoyait un transfert complet des technologies et la construction sous licence de 289 véhicules.



Dans un troisième temps, MLS devait transférer la totalité de la propriété industrielle du véhicule à ChangAn. Ce qui fut fait et désormais la Chine produit et exporte ses MRAP... jusqu'en Afrique puisque des MRAP destinés à la police ougandaise ont été repérés avant leur livraison (photo ci-dessus. A voir sur [China Defense blogspot](#)); on parle aussi de futurs contrats avec le Kenya.

Moralité: l'exemple des MRAP (qu'une autre entreprises chinoise, [Shaanxi](#), produit aussi) illustre bien les procédés commerciaux de Beijing: captage technologique, adaptation et production locales puis revente aux pays en développement à des prix avantageux... J'aurais pu aussi utiliser l'exemple des avions de combat.

Belges et Néerlandais se déclarent leur flamme

fév 29, 2012 , Nicolas Gros-Verheyde / [Armées européennes](#) /

(BRUXELLES2) Les deux ministres de la défense, belge et néerlandais, Pieter De Crem et Hans Hillen, ont profité de leur visite commune à l'Amirauté Benelux, à la base navale de Den Helder (Pays-Bas) pour envisager d'autres partenariats. Tout d'abord pour les hélicoptères NH 90 – que Belges et Néerlandais ont commandé dans des versions similaires (ce qui facilite ensuite des projets communs) – dont l'entretien pourrait être fait en commun.

Coté aérien, également, les deux ministres envisagent de constituer une sorte de force de réaction rapide pour assurer une surveillance commune des espaces aériens. Ils pourraient aussi « *travailler ensemble pour remplacer les F-16* » comme l'indique Hans Hillen. NB : un sujet assez complexe puisque les Pays-Bas se sont déjà engagés sur le projet américain JSF – F-35. Cela signifierait que la Belgique rejoigne ce projet. Coté belge, on ne veut pas trop précipiter les choses. L'achat de nouveaux avions n'est pour l'instant pas budgété. Ce n'est pas le moment

d'ailleurs. Et il n'y a « *pas urgence* » a rappelé à B2 un officier. « *Pour remplacer les avions actuels, une première décision n'est pas nécessaire avant les années 2015.* » On a du temps... Coté néerlandais, on est un peu plus pressé. Et les Pays-Bas aimeraient bien refiler quelques uns des appareils qu'ils ne voudraient plus commander (la première commande envisagée était largement surévaluée puisqu'elle devait concerner 80 appareils !).

Dernier projet à l'étude : la coopération entre les forces spéciales, les parachutiste, les commandos et fusiliers marins, notamment en matière de formation.

La Belgique et les Pays-Bas coopèrent déjà depuis une quinzaine d'années pour leur marine. Ils ont développé un commandement intégré, en assurant une complémentarité de leurs navires, une formation conjointe des officiers et l'entretien en commun des navires. Ainsi les dragueurs de mines des deux nations sont entretenus à Zeebrugge en Belgique, tandis que les frégates le sont à Den Helder aux Pays-Bas. « *Une coopération sans précédent* » a assuré Hans Hillen. « *Cela s'est bien passé, en douceur, et a permis d'accroître notre force. Il s'agit d'un « produit d'exportation » de nos deux pays.* » La coopération internationale est actuellement une des priorités au plan européen. « *De nombreux pays souhaitent travailler ensemble, ont des plans. Les Pays-Bas et la Belgique le font aussi, vraiment. Et ce partenariat unique, nous continuons à développer.* »

La marine polonaise va troquer une corvette contre un sous-marin

25 février 2012 – 13:39

A l'origine, il était prévu de doter la marine polonaise de 7 corvettes de la classe Gawron (projet 621), variantes du modèle de navire MEKO A-100, construit par le chantier naval allemand Blohm & Voss, filiale de ThyssenKrupp Marine Systems.

Au fil du temps, et pour des raisons budgétaires, Varsovie a revu ses ambitions à la baisse et réduit le nombre de corvettes Gawron commandées à seulement deux unités. Actuellement, une seule, appelée « Slazak », est en cours de construction. Normalement, ce navire, dont le chantier avait été interrompu lors de la crise économique de 2008 avant d'être finalement relancé, devrait entrer en service en 2015.

Seulement, ce ne sera très vraisemblablement pas le cas. En effet, le ministère polonais de la Défense a fait savoir, cette semaine, que l'acquisition d'un sous-marin est désormais prioritaire par rapport au projet 621.

Et comme il faut bien trouver des fonds pour financer l'achat d'un submersible, dont le coût a été évalué à 238 millions d'euros, le chantier de la corvette Slazak devrait être purement et simplement abandonné. En clair, ce sont 95,8 millions d'euros qui auront été dépensés en vain.

Actuellement, la marine polonaise met en oeuvre un sous-marin d'origine russe de la classe Kilo et de 4 autres submersibles côtiers de type Kobben, acquis auprès de la Norvège au début des années 2000 (un 5e a été acheté pour les pièces de rechange).

Aucune précision n'a été donnée au sujet du modèle de sous-marin que Varsovie compte acquérir. Mais sans doute que DCNS y verra une opportunité de placer un Scorpène... En effet, suite à l'accord de coopération militaire entre la France et la Pologne, qui, [signé en novembre 2009](#), évoquait un « partenariat industriel stratégique » entre les deux pays, le constructeur naval français a pris une participation minoritaire au capital des chantiers navals polonais SMW.

Le ministre allemand de la Défense souhaite instaurer une journée d'hommage aux vétérans de la Bundeswehr

24 février 2012 – 15:12

Au cours de son déplacement effectué la semaine passée en Amérique du Nord, le ministre allemand de la Défense, Thomas de Maizière, n'a pas manqué [d'aller rendre une visite](#) aux 600 aviateurs de la Luftwaffe affectés au « [German Air Force Flying Training Center](#) » de la base d'Holloman, qui, située au Nouveau Mexique, accueille depuis 1996 une douzaine d'avions de combat Tornado à des fins d'entraînement.

A cette occasion, Thomas de Maizière a pu mesurer le soutien de la population dont bénéficient les militaires américains. Mais pas seulement ces derniers car leurs homologues allemands ont aussi bonne presse au Nouveau Mexique. « Nous jouissons d'une plus grande attention ici qu'à la maison, on est presque honteux de dire ça » a confié le colonel Frank Kiesel, le commandant de détachement de la Luftwaffe basé à Holloman, dont les propos ont été rapporté [par le quotidien Die Welt](#).

Et cela n'a fait que confirmer les intentions du ministre allemand visant à renforcer le lien entre l'armée et la population, notamment en instaurant une journée qui serait dédiée aux vétérans de la Bundeswehr. « Nous avons besoin d'une nouvelle politique pour les anciens combattants » a-t-il ainsi affirmé. « Jusqu'à présent nous nous sommes abstenus pour de telles célébrations, mais le temps est venu » a-t-il ajouté.

Depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale, ce type de sujet est politiquement sensible outre-Rhin. Et d'ailleurs, l'opinion publique allemande est souvent plutôt hostile à l'idée d'engager la Bundeswehr dans des opérations extérieures, comme c'est actuellement le cas au Kosovo, ou encore en Afghanistan, où 53 militaires allemands ont perdu la vie depuis 2002.

« Nous devons réfléchir de façon très subtile à la manière de développer cette idée pour qu'elle soit compatible avec la tradition allemande » a expliqué Thomas de Maizière au sujet de cet hommage aux vétérans.

Et pour éviter toute polémique, le ministre allemand a indiqué que cette journée d'hommage ne concernerait que les militaires ayant servi au sein de la Bundeswehr, qui été créée en 1955. Par conséquent, les vétérans ayant combattu sous le drapeau nazi en seraient de facto exclus. Cela sera-t-il suffisant pour convaincre l'opinion allemande? « Nous avons encore un long chemin devant nous » a admis Thomas de Maizière.

29.02.2012

Armée-Nation: des militaires invités dans les tribunes lors de rencontres internationales

Cinquante militaires français et allemands appartenant à la brigade franco-allemande et qui viennent de rentrer d'Afghanistan seront à l'honneur à l'occasion du match de foot de ce soir entre l'Allemagne et la France, à Brême.

Cette "mise à l'honneur du monde combattant", selon Marc Lafineur, le secrétaire d'Etat aux Anciens combattants, à l'origine de cette initiative, sera renouvelée.

Grâce à un partenariat conclu avec la FFF et la FFR, 25 militaires, ayant participé aux opérations extérieures, et 25 anciens combattants seront invités aux matches internationaux suivants :

France - Angleterre au Stade-de-France, le 11 mars 2012 (Tournoi des VI Nations - rugby)

France - Islande à Valenciennes, le 27 mai 2012 (match amical - football)

France - Serbie à Reims, le 31 mai 2012 (match amical - football)

France - Estonie au Mans, le 5 juin 2012 (match amical - football)

28.02.2012

Le Bang d'un Mirage 2000 met l'Ouest en émoi (actualisé)



Lundi soir, les départements de Basse-Normandie et de Bretagne ont été mis en émoi par une déflagration... Pompiers, gendarmes et policiers ont aussitôt été sollicités pour donner une explication. Une micro-brève mise en ligne, vers 21h, sur le site de [Ouest-France](#) a suscité [des dizaines de réactions](#)... ("météorite extraterrestre". Lire, absolument, les réactions!) et apparemment ça continue.

Bon, et que l'aéronavale me pardonne, il ne s'agissait pas d'un *Rafale* de la BAN de Landivisiau autorisé à franchir le mur du son. Mais d'un *Mirage 2000* de la base de Cambrai en route pour la BAN de Lann-Bihoué où il allait prendre la permanence opérationnelle. Le pilote a été

autorisé par un contrôleur aérien à franchir le mur du son, à très haute altitude et en ligne droite pour réduire les nuisances. Mais "en fonction des conditions atmosphériques: température, pression, hydrométrie..., la propagation du son a pu affecter une zone très étendue", explique le commandant Trihoreau du Sirpa Air.

Pas de météorite ou de lumières bleues dans le ciel normando-breton... mais un ange gardien (un peu bruyant) de l'armée de l'air qui allait prendre son poste dans le cadre de la posture permanente de sécurité du ciel français.

L'association Terre Fraternité en assemblée générale le 5 mars 2012

Mise à jour : 29/02/2012 14:49

L'assemblée générale annuelle de l'association « Terre Fraternité » se tiendra le lundi 5 mars à partir de 9 heures dans l'amphithéâtre des Vallières à l'école militaire, à Paris.

Cette assemblée générale réunira tous les correspondants de l'association au sein des formations de l'armée de terre.

Elle permettra de présenter le budget de l'association, d'exposer ses actions au cours de l'année écoulée et de présenter ses projets pour 2012.



Elle sera également l'occasion de situer son action au sein de l'ensemble des aides, officielles et associatives, dont bénéficient les blessés de l'armée de terre, leurs proches ainsi que les familles des tués en service.

Cette assemblée générale permettra à l'association de rappeler son lien avec la cellule d'aide aux blessés de l'armée de terre (CABAT) et d'évoquer le réseau de ses donateurs et partenaires.

Le chef d'état-major de l'armée de terre clôturera cette assemblée générale qui sera suivie d'un buffet au cours duquel des dons provenant des formations de l'armée de terre seront officiellement remis.

Droits : Armée de Terre 2012

27.02.2012

Motards de Brothers in Arms et élèves de EMIA côte à côte pour soutenir un blessé d'Afghanistan



Le 25 février 2012 les *Brothers In Arms* MMC, ont procédé à la remise d'un chèque à la promotion « Général Bigeard », afin d'apporter leur concours à un beau projet. Ce projet, porté par huit élèves de l'Ecole Militaire Inter Armes de Coetquidan, consiste à épauler l'un de leur camarade, le sergent chef Truchet gravement blessé en Afghanistan et amputé d'une jambe à mi-fémur, à gravir le Mont Blanc.

Les *Brothers In Arms* MMC (Military Motorcycles Club) est un club de bikers roulant en *Harley Davidson* et dont la particularité est que tous les membres sont des militaires d'actives ou des retraités qui aiment leur patrie, soutiennent inconditionnellement leurs camarades en mission ou en opération extérieures et entretiennent le devoir de mémoire. Leur devise PRO PATRIA est explicite, et il l'applique à travers diverses actions de soutien financier, matériel, et moral auprès des familles de ceux qui sont tombés au combat.

C'est ainsi que les *Brothers In Arms*, en sollicitant leurs réseaux respectifs et en communiquant sur leur forum internet, ont pu, grâce à un formidable élan de solidarité et de fraternité, réunir 2000 € et remettre un chèque de ce montant à la promotion « Général Bigeard ».

Ce chèque ne couvre pas la totalité des besoins (9 000 €). Mais les BIA espèrent que les élèves de la promotion « Général Bigeard » atteindront l'objectif qu'ils se sont fixés. Ils souhaitent que ce modeste chèque ne soit que le début d'une belle histoire de fraternité d'armes autour d'un camarade meurtri dans sa chair.

Des Filles très ailées

Vendredi, 24 Février 2012 15:37



L'équipe de France militaire féminine de parachutisme établit des records et monte les marches de multiples podiums.

Quoi de plus normal pour des aviatrices dans le vent, passionnées et chevronnées qui aiment se mesurer aux éléments.

Stéphanie, Laurence et Déborah: trois jeunes femmes au caractère bien trempé et fonceur.

Avec une quatrième équipière, militaire de l'armée de terre, elles constituent l'équipe de France militaire féminine de parachutisme et enchaînent les prouesses aux quatre coins de la planète.

La dernière en date? La coupe du monde de Dubaï, en décembre 2011, durant laquelle certaines des athlètes ont décroché la deuxième place au sein de l'équipe de France civile féminine de vol relatif.

Chacune des trois aviatrices a sa propre histoire, avec la passion en filigrane.

Le sergent Stéphanie Texier-Jeaumot, championne d'Europe en titre en vol relatif, a le saut dans le sang. C'est son père, membre de la première équipe de présentation de parachutisme de l'armée de l'air, qui lui fait goûter à l'adrénaline des hautes altitudes.

«Depuis toute petite, j'ai toujours voulu essayer, alors mon père m'a fait vivre mon premier saut, mais c'était l'école et les diplômes d'abord, ensuite le parachutisme", se souvient-elle.

Elle bénéficie aujourd'hui du statut d'athlète de haut niveau.

Pour le sergent Laurence Hervé, également championne d'Europe en titre en vol relatif, c'est le goût des sports extrêmes combiné à une rencontre qui ont tout déclenché.

«J'ai croisé le chemin d'une fille qui faisait du sky surf et qui m'a prouvé que ce type de disciplines était accessible, raconte-t-elle. Quand je suis entrée à la fac, je me suis inscrite dans une association de parachutisme où je pratiquais tous les week-ends. »

Quant au sergent-chef Déborah Ferrand-Plat, championne d'Europe en titre et détentrice du record du monde en précision d'atterrissage, c'est son attirance pour les avions qui a dicté ses choix,

«J'ai raté le concours pour devenir pilote, mais je voulais impérativement rester dans le domaine, donc nue fusilier commando et j'ai commencé le parachutisme, dit elle. Cette discipline, c'est du pilotage, mais sous voile »

Aujourd'hui, elles sont toutes trois détachées au centre de formation et d'entraînement au parachutisme de haut niveau à Gap, et se dévouent corps et âme au perfectionne leur activité de prédilection".

Pour en savoir plus, [ouvrez Air Actualités](#),et lire page 30.

Ouverture des inscriptions pour le Grand Prix de l'École navale

Mise à jour : 28/02/2012 13:50

Grand rendez-vous annuel de la voile en baie de Morgat, le Grand Prix de l'École Navale (GPEN) 2012 se déroulera le week-end de l'Ascension, du jeudi 17 au dimanche 20 mai 2012 . Toujours plus de bateaux, des nouveautés, des médailles de champion de France et de convivialité sont au programme pour cette onzième édition.



L'avis de course et les bulletins d'inscriptions sont en ligne sur le site du Grand Prix de [l'École navale](#) et de la [Fédération Française de Voile](#). Vous y trouverez le programme de l'épreuve, les règlements, les zones de courses, et les bulletins d'inscription. Comme en 2011, les concurrents qui s'inscrivent le plus rapidement bénéficient d'un tarif préférentiel et peuvent s'assurer d'être logés. Le GPEN, moment fort

de la saison voile en France propose à tous les régatiers, passionnés de matchs à armes égales de se confronter lors d'un événement qui dispose d'une offre sportive et logistique unique. Le package tout compris, qui a fait le succès du Grand Prix, est reconduit cette année.

Au mois de mai, **cela fera 10 ans que le Grand Prix de l'École navale accueille** dans la rade de Brest et en presqu'île de Crozon, **les meilleurs équipages de monotypes en France et en Europe**. Les meilleurs supports de la monotypie seront encore réunis : J80, Open 5.70, Longtze, Corsaires, Classe 6.50, Seascope 18, 5.5 JI. Et comme l'an passé, le GPEN aura la chance d'accueillir les M34, nouveaux supports du Tour de France à la voile. Tous les équipages en phase de préparation pour le Tour de France seront présents pour s'affronter pendant 4 jours. Venus de France mais aussi d'Allemagne, Suisse, Russie, Slovénie, Angleterre ou d'Irlande, plus de 900 équipiers lutteront pour l'attribution des titres de Champion de France et de critérium nationaux de la FFV.

La FFV fait confiance depuis trois ans au Grand Prix de l'École navale pour l'organisation du Championnat de France des Monotypes Habitables (CFMH). Comme l'an dernier, chaque classe qui aura réuni au moins 15 voiliers pourra concourir ces championnats de France et se verra attribuer un titre de Champion de France avec remise des médailles : Or, Argent & Bronze lors de la cérémonie de clôture. Ce GPEN-CFMH reste toujours ouvert et accessible à tous.

Rendez-vous pendant le 17 mai prochain en baie de Morgat, pour la grande fête des monotypes et des sportboats !



50 ans après Evian : La Guerre d'Algérie comme vous ne l'avez jamais vue à la télé

Mercredi, 29 Février 2012, 16:17 | DNA



Pour mars, ça sera la spéciale Guerre d'Algérie. Pour célébrer les 50 ans de la signature des accords d'Evian qui ont mis fin à la guerre d'Algérie le 19 mars 1962, les chaînes françaises ont concocté une programmation spéciale. Livres, DVD, numéros spéciaux, les maisons d'éditions, les journaux ainsi que les magazines d'information ne sont pas en reste.

L'équipe de « La Bibliothèque Médecis » de la chaîne parlementaire Public Sénat a enregistré à Alger deux émissions sur l'Algérie d'aujourd'hui. Le pourtour méditerranéen sera le thème de la première émission diffusée le vendredi 2 mars à 22 heures. La deuxième émission, « l'Algérie d'Aujourd'hui » sera diffusée le vendredi 9 mars à la même heure.

La chaîne publique France 2 diffusera un documentaire inédit « Guerre d'Algérie, la déchirure » dimanche 11 mars à 20h35. Le film sera basé sur des images d'archives du conflit qui commencé le 1er novembre 1954 et qui a pris fin en juillet 1962 avec la proclamation officielle de l'indépendance de l'Algérie.

Il sera découpé en deux parties de 55 minutes. Le documentaire sera suivi d'un débat animé par le présentateur du 20h David Pujadas.

La Bataille d'Alger sur Arte

Arte diffusera deux documentaires : « Algérie, notre histoire » réalisé par Jean-Michel Meurice avec le spécialiste de l'histoire d'Algérie Benjamin Stora, mardi 13 mars à 20h40 et « Palestro, Algérie : histoire d'une embuscade », de Rémi Lainé, le mardi 20 mars à 22h30.

La chaîne diffusera également le film « La bataille d'Alger » de Gillo Pontecorvo le lundi 12 mars à 20h35. Tourné en 1965 à Alger et sorti en 1966, le film a fait l'objet d'une mesure de censure en France qui n'aura été levée qu'en 2005.

Enfin, deux numéros de l'émission « Karambolage » porteront sur l'année 1962 en Algérie et seront diffusés les dimanches 18 et 25 mars à 20 heures.

France 5 proposera le documentaire « Une histoire algérienne » de Ben Salama, dimanche 18 mars à 22 heures.

Un film sur Djamila Boupacha

« Pour Djamila », fiction TV retraçant l'histoire de Djamila Boupacha, sera diffusée sur France 3 le mardi 20 mars à 20h35. Militante du FLN (Front de Libération Nationale), elle est accusée en 1960 d'avoir déposé une bombe à Alger.

Arrêtée, torturée, violée et emprisonnée puis envoyée en France où elle sera jugée fin juin 1961, elle est amnistiée en 1962 application des accords d'Évian.

TV5 Monde diffusera le même film, mais aussi quatre autres fictions : « Il était une fois...peut être pas », « Je vous ai compris », « La Baie d'Alger » et « L'Algérie des chimères ». La chaîne prévoit aussi deux documentaires, « L'Algérie à l'épreuve du pouvoir » et « Je vous ai compris – De Gaulle 1958-1962 », et un film « Mascarade ».

Réédition de « La Guerre d'Algérie » d'Yves Courrière

Les éditions Montparnasse rééditent pour leur part le mythique « La Guerre d'Algérie » d'Yves Courrière et Philippe Monnier, premier documentaire réalisé en 1972, premier documentaire réalisé en 1972 sur ce grand tabou français, et qui fait encore aujourd'hui figure de référence. Ainsi que « Maurice Audin – La disparition », enquête sur l'enlèvement en 1957 de ce jeune militant de la cause anticolonialiste par les militaires français.

Le hors série du Monde

Le journal Monde a consacré un hors-série de 100 pages à la guerre d'Indépendance intitulé « Guerre d'Algérie, mémoires parallèles ».

Un militant du FLN, un maquisard de l'ALN, un enfant algérien, un juif algérien, un activiste de l'OAS, un harki et un pied-noir rapatrié racontent chacun une histoire différente dans ce numéro spécial.

Le hors série publie également des conversations avec l'historien Mohammed Harbi et Henri Alleg, patron du quotidien Alger républicain, qui fut arrêté puis torturé et auteur du célèbre livre sur la torture La Question.

Le numéro est complété par une chronologie illustrée des 132 années de présence française en Algérie, un reportage de la journaliste Isabelle Mandraud dans le village de Kalaa, berceau de la révolte du cheikh El Mokrani qui s'est achevée en 1871.

Avec TéléObs

Lire l'article original : [50 ans après Evian : La Guerre d'Algérie comme vous ne l'avez jamais vue à la télé | DNA - Dernières nouvelles d'Algérie](#)

Réservez votre soirée ! Jeudi 8 mars, Café stratégique avec Philippe Chapleau : « Le journalisme de Défense, enjeux et défis »

Written by AGS on mars 1, 2012 – 5:58 -

Comment et pour qui les médias parlent-ils aujourd'hui des sujets de Défense ? Venez échanger et débattre avec **Philippe Chapleau**, auteur du blog [Lignes de Défense](#).



LE JOURNALISME DE DÉFENSE : ENJEUX ET DÉFIS



Avec **Philippe Chapleau**, journaliste à Ouest France et blogueur à Lignes de défense

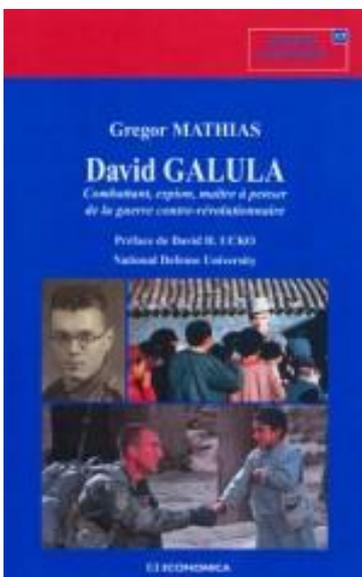
Jeudi 8 Mars 2012
19h - 21h / Entrée libre

Café le Concorde - 239 bd Saint Germain - Paris VIème - Métro Assemblée Nationale

Jeudi 8 mars 2012 de 19h à 21h (entrée libre), Café *Le Concorde*, métro Assemblée nationale, 239, boulevard Saint-Germain 75007 Paris

28.02.2012

"David Galula": Gregor Mathias dévoile l'itinéraire du stratège de la contre- insurrection



Lire le dernier ouvrage de Gregor Mathias, c'est se donner l'occasion de pouvoir parler de David Galula en toute connaissance de cause et pas simplement par procuration.

David Galula. Combattant, espion, maître à penser de la guerre contre-révolutionnaire vient de paraître chez Economica, dans la collection *Guerres & Guerriers* (190 pages, 29€). Bravo à Economica d'avoir accepté de publier cet ouvrage qui a tout de même réussi à sortir d'abord en anglais chez Praeger, en octobre 2011, sous le titre « *Galula in Algeria. Counterinsurgency versus Theory* ».

C'est un signe que nos cousins d'outre-Atlantique (et pas

seulement le général Petraeus dans *The U.S. Army/Marine Corps Counterinsurgency Field Manual*) s'intéressent vraiment à un Saint-Cyrien rayé des cadres par le régime de Vichy, réintégré en 1943 puis expédié en Chine (cf. la première partie de l'ouvrage). Et qui a inspiré la stratégie de contre-insurrection menée par l'armée américaine en Afghanistan et en Irak.

L'auteur, historien et enseignant associé aux écoles de Coëtquidan a réalisé, de son propre aveu, un « travail d'historien » (mais pas de "juge" et il se garde bien d'afficher une opinion sur la valeur des théories de Galula) conforté par ses propres travaux antérieurs sur les sections administratives spécialisées (p. 25-35), par l'étude des archives des armées et des écrits, en particulier américains, de David Galula. Il en ressort un livre éclairant sur un officier atypique, sur fond de pacification en Algérie. Mais, et c'est un des intérêts de l'ouvrage, l'expérience algérienne de Galula n'est pas la seule que l'auteur analyse. Gregor Mathias aborde aussi les périodes chinoise et grecque de l'itinéraire de Galula et leur impact sur la théorie de la contre-insurrection (dont sa dimension médiatique).

La bombe des Mollahs

Après le Kosovo et Djibouti, l'atypique Michel Desjours pose sa musette à Istanbul pour exfiltrer une physicienne syrienne qui détient des éléments accablants du programme nucléaire iranien. Double jeu des Turcs, des Israéliens et de quelques autres, avec en prime le rôle central tenu par Walid Kamal, qui a tué trente ans plus tôt le père de Michel Desjours, à Beyrouth. Le tout sur une ambiance de visite de l'IHEDN.

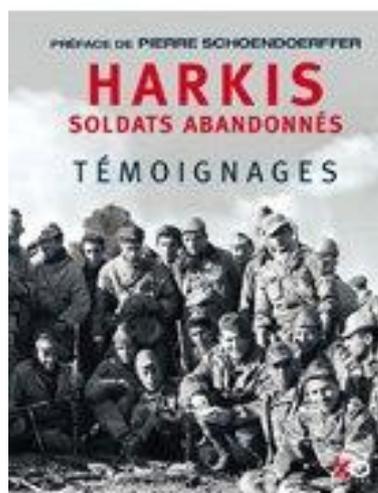
Aux frontières de la réalité, par un ancien du COS, aujourd'hui conseiller défense d'une haute personnalité de l'Etat.

La bombe des Mollahs, Paul Fauray, Editions du Rocher, 19 euros.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [2/29/2012 09:07:00 AM](#)

Harkis, soldats abandonnés

- Témoignage
- Parution : 23 février 2012
- 256 pages
- Format : 223x285 mm
- Prix : 29,90 euros
- ISBN : 9782845635555
- Plus de 150 photos
- [En savoir plus sur l'auteur](#)



[Extrait](#)

Ce luxueux album préfacé par Pierre Schoendorffer et conseillé par notre ami le général Maurice Faivre et fait à partir de témoignages de harkis, de femmes et fils de harkis et d'officiers, tous

acteurs du drame de cette guerre d'Algérie qui nous a tant marqué et qui reste une fracture entre les français, mais aussi entre les algériens.

« Je voudrais vous rendre hommage, à vous, harkis, mais ce livre le fait mieux que moi. C'est vous qui parlez, avec une pudeur, une gravité, une distinction.

On vous a abandonnés, trahis, nous, la France, notre France.

Vous le dites avec des mots simples. Vous restez fidèles à la France. Vous, les survivants, vous gardez l'espérance, et cela atténue la tache noire sur le drapeau tricolore.

On doit vous dire merci. »

Pierre Schoendoerffer

50 ans après la guerre d'Algérie, *Harkis, soldats abandonnés* présente le témoignage inédit de six harkis et de quatre « hommes d'honneur » qui reviennent sur un passé qui a mêlé leur histoire personnelle à la grande histoire

En kiosque demain : Numéro hors-série de "Guerres & Histoire" sur l'Algérie

Vous trouverez dans vos kiosques le 2 mars un numéro spécial de *Guerres & Histoire* sur la guerre d'Algérie (124 pages).



C'est une réédition d'un numéro spécial paru en 2004 sous la marque Science&Vie et dirigé par moi-même.

Il s'agit évidemment de marquer le coup du cinquantenaire du cessez-le feu du 19 mars 1962 qui met fin aux combats entre l'armée française et l'ALN (mais pas à la guerre civile qui, elle, se déchaîne comme jamais).

Ce numéro vise à donner les clés pour comprendre les huit années d'un conflit terrible qui a fait trembler les IVe et Ve Républiques et qui a marqué en profondeur le jeune Etat algérien.

Jean LOPEZ